

Citroën, Creusot-Loire : les travailleurs face aux licenciements

P. 3-7-8-9

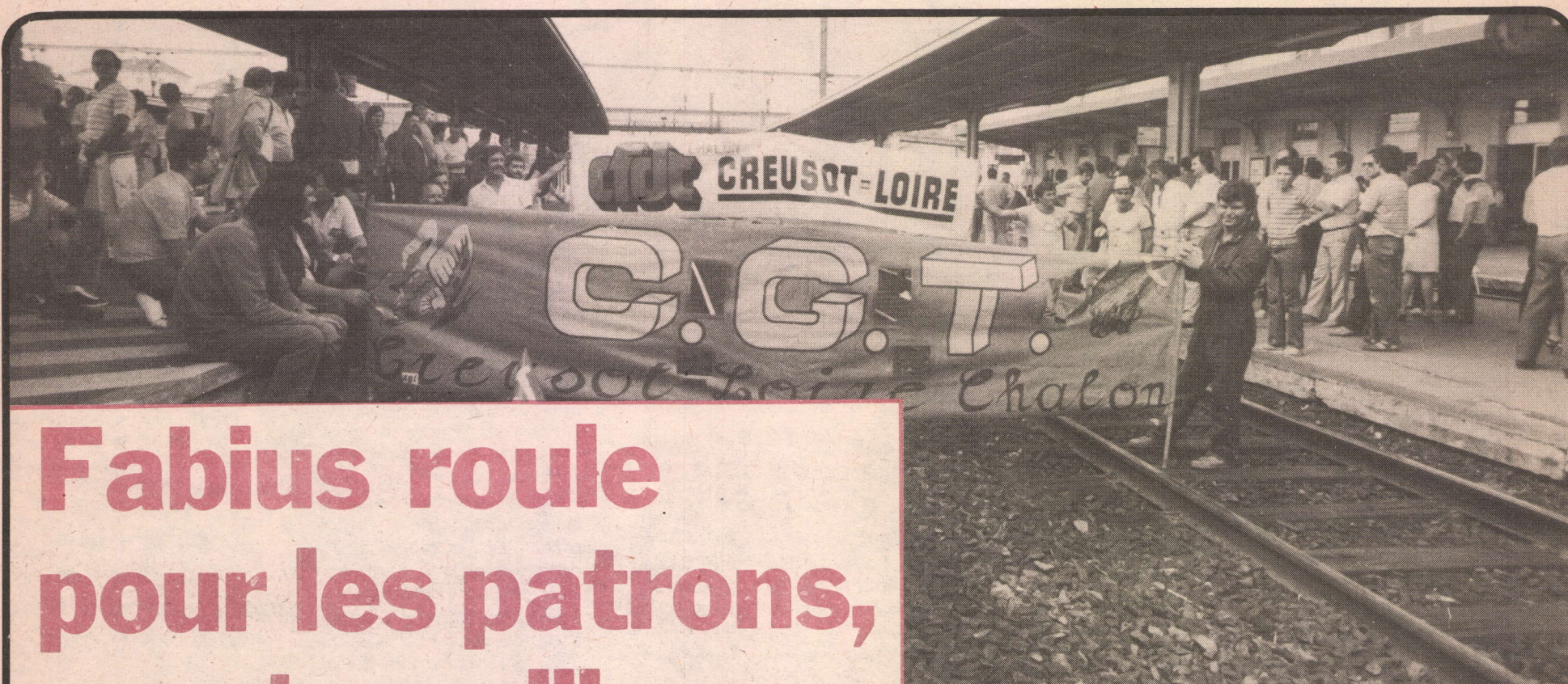
Lutte ouvrière

Grande-Bretagne :

après 6 mois
de grève
les mineurs
tiennent bon

P. 4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 849 - 8 septembre 1984 - prix : 6 F



**Fabius roule
pour les patrons,
aux travailleurs
de bloquer la rue**



Dans le monde

Page 4 :

- Au congrès des Trade Unions anglais : déclarations de soutien aux mineurs, mais pas grand-chose de concret.
- Après six mois de lutte, la détermination des mineurs reste intacte.

Page 5 :

- Mitterrand au Maroc.
- « Hassan II assassin, Mitterrand complice ! ».
- Israël : pas assez de postes pour trop d'hommes interchangeables.

Page 6 :

- Les dirigeants de la RDA lorgnent vers l'Ouest.
- Un an après la destruction du Boeing sud-coréen : des zones d'ombre révélatrices.
- USA : les emplois de Reagan.

Pages 12 et 13 :

- Il y a 45 ans, en septembre 1939 : la Deuxième Guerre mondiale.
 - Un conflit entre impérialistes pour le repartage du monde.
 - Une guerre rendue possible par les échecs du mouvement ouvrier.

Page 16 :

- Chili : la dixième « protesta ».
- Afrique du Sud : émeutes dans les ghettos de Johannesburg.

En France

Pages 8 et 9 :

- La décripation pour la bourgeoisie, les CRS pour les travailleurs.
- Creusot-Loire : le gouvernement au secours des capitalistes contre les travailleurs.
- Au Creusot, les travailleurs se mobilisent contre la menace de plus de 2 000 licenciements.

Page 10 :

- Dans les entreprises : Massey-Ferguson Marquette-lez-Lille ; Fusalp Albertville ; Snecma Gennevilliers.

Page 11 :

- Mont-Louis : encore des vagues.
- Un pouvoir d'achat qui baisse.
- Chère rentrée.

Culture

Pages 14 et 15 :

- Films : *Roar* ; *Liste noire* ; *Pavillons lointains*.
- Exposition : de Kooning à Beaubourg.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Pour les céréaliers : du blé et de l'oseille

Les céréaliers sont inquiets. Pensez-vous, la récolte de blé atteindra cette année 27 millions de tonnes, contre 21 millions en 1983, un résultat déjà considéré comme satisfaisant.

Alors ils sont accourus au ministère de l'Agriculture demander des soutiens, des aides et autres subventions.

Ce qu'ils réclament : une révision des quotas laitiers qui aboutissent actuellement à plafonner le marché des céréales destinées à l'alimentation du bétail ; des aides à l'exportation pour leur permettre d'écouler leurs excédents tout en maintenant un profit maximum ; et des indemnités pour qu'ils puissent construire de nouveaux moyens de stockage.

Bref, plus les céréaliers ont du blé, plus ils en réclament.



La Poste fait son beurre avec le Sahel

Dans le dernier numéro de sa revue *Messages*, éditée par le ministère des PTT, la Poste se vante d'avoir été choisie pour centraliser, par l'intermédiaire des Chèques Postaux, les dons en argent d'une collecte destinée aux populations du Sahel victimes de la famine. Et les directeurs bien nourris de la Poste de se féliciter de cette opération publicitaire, qui lui permet de réaliser « une avancée sur le marché financier des associations ».

La direction des Postes de Paris jette d'ailleurs complètement le masque dans une note « Spécial informations commerciales » à usage interne destinée à ses collaborateurs, que révèle *Le Canard Enchaîné*. On peut y lire que « la réalisation de cette opération s'avère particulièrement intéressante pour la Poste sur plusieurs plans » La Poste se sera fait de la pub à un coût minimum et aura gagné de l'argent. Sur le plan de la rentabilité, « les résultats sont également positifs : avoir minimum laissé sur le compte des chèques pendant toute la durée de la campagne, développement des placements SICAV ».

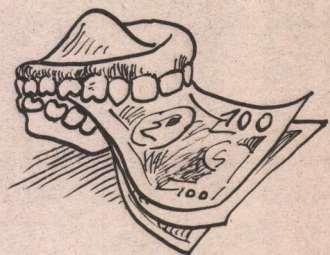
Utiliser les enfants faméliques du Sahel comme image publicitaire et spéculer sur les gains financiers escomptés de l'opération, il ne faut pas être délicat. L'oiseau bleu de la Poste a parfois des airs de vautour...

Tempête dans un verre à dents

La polémique entre prothésistes et dentistes, voilà une affaire qui intéresse tous ceux qui doivent aller prochainement rendre visite à un dentiste pour se faire remplacer leurs dents gâtées.

Un certain nombre de prothésistes ont décidé de poser eux-mêmes les appareils mobiles, considérant qu'il s'agissait là d'actes purement techniques. De toute façon, « les dentistes n'effectuent que la prise d'empreintes et les essayages, ce que nous pouvons parfaitement faire à leur place. Nous proposons un forfait de 2 500 F pour un dentier complet (haut et bas), que les dentistes font actuellement payer entre 6 000 et 8 000 F », déclare un prothésiste de Bordeaux.

Les dentistes crient au « retour au charlatanisme », s'appuyant sur le code de



santé publique qui stipule que « la prise d'empreinte et l'essai d'un appareil doivent être faits sous la surveillance d'un praticien ».

Mais nous, pauvres profanes, nous tirons de cette affaire une conclusion toute simple : si les prothésistes peuvent faire payer 2 500 F un dentier complet, pourquoi le prix en double-t-il (au moins) chez les dentistes ?

Pas de malus pour les capitalistes

La Coface est assurément une bonne compagnie d'assurances. Elle a versé en effet l'an dernier à ses clients pas moins de 9,5 milliards de francs d'indemnités. Le double de ce qu'elle dépensait deux ans plus tôt.

Et ce n'est pas comme ces compagnies d'assurances qui relèvent le tarif auto de 20 % un 1^{er} juillet, en criant qu'elles perdent de l'argent, alors que c'est de toute évidence faux.

Non, la Coface perd bien de l'argent (l'Etat a même dû lui donner près de 4 milliards l'an dernier). Mais la Coface n'est pas une compagnie d'assurances automobile. La Coface paie sans rien dire. Ses clients sont les grandes entreprises exportatrices qui n'ont pas réussi à se faire payer leurs marchandises vendues à l'étranger. Ce qui arrive semble-t-il de plus en plus souvent. Certaines entreprises prétendent même se faire dédommager au prix fort pour immobilisation de leur matériel, et elles obtiennent apparemment facilement gain de cause auprès de la Coface, société d'Etat.

Que les possesseurs d'une auto qui ont réussi cela avec leur assureur nous écrivent. Ils ont gagné !

Les patrons se goinfrent

En un an et demi, les prix industriels des entreprises françaises à l'exportation ont augmenté de 15 %, rapporte le journal *Le Monde*.

Les patrons pourront difficilement invoquer la hausse des salaires pour expliquer la hausse des prix, comme ils avaient l'habitude de le faire dans le passé. Il faut reconnaître que les patrons n'invoquent plus rien. Depuis quelques mois on les entend à peine réclamer. Est-ce parce qu'ils ont la bouche pleine ?

Madame Waterman aura quand même bonne mine

Empain joue au poker. Francine Gomez, P-DG de Waterman, elle, a joué aux élections. Et, tout comme Empain sans doute, elle n'a pas récupéré sa mise. Les résultats de sa candidature aux élections européennes de juin dernier ne lui ont pas permis d'être remboursée de ses frais.

Alors madame Waterman vient de revendre 3 % de ses actions. Rassurez-vous, elle ne va pas quitter Neuilly pour La Courneuve. Quant à sa mise, elle finira bien par la récupérer sur les travailleurs de ses usines...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Fabius roule pour les patrons, aux travailleurs de bloquer la rue.

LA prestation télévisée donnée mercredi soir par Laurent Fabius a plu, paraît-il. Simple, direct, vrai, compétent, surdoué même, notre crâne d'œuf de Premier ministre. Même la presse de droite, qui n'a aucune tendresse pour le gouvernement socialiste, se laisse aller à quelques faiblesses pour le nouveau chef de gouvernement. Et tous de le comparer, en sa faveur, à Pierre Mauroy.

Et c'est bien injuste pour Mauroy. Car que fait d'autre Fabius que de continuer la même politique, en l'accentuant encore, que celle du gouvernement précédent : céder aux riches, tenter d'amadouer la droite, faire payer les travailleurs, forcer la gauche à se mettre à plat ventre et se déconsidérer.

La seule mesure concrète annoncée par le Premier ministre, mercredi soir, c'est pour les classes aisées : on supprimera la surtaxe sur les hauts revenus en 1986.

Les seules concessions confirmées, c'est à la droite : la majorité réactionnaire du Sénat ne voulait pas de référendum, d'accord, on n'en parle plus ; la loi sur la presse faisait hurler les députés de droite, OK, on repousse son application après les élections de 1986, c'est-à-dire après qu'une nouvelle chambre des députés puisse la changer ou l'annuler.

Pour les travailleurs, par contre, il ne tourne pas autour du pot, Laurent Fabius. Il n'y aura pas de miracle, ni pour le chômage dont il ne faut pas attendre que les chiffres diminuent, ni pour le pouvoir d'achat dont il annonce clairement qu'il continuera à baisser. Barre se voulait austère, Mauroy était rigoureux, Fabius sera strict. Les Premiers ministres successifs nous appauvrissent mais enrichissent notre vocabulaire.

Candide comme un enfant de chœur à qui l'on donnerait le socialisme sans confession, Fabius s'est dit « heurté » par les images qu'il a vues de Citroën à la télévision. Tiens donc, mais qui, sinon son propre gouvernement, avait envoyé là-bas devant les usines des milliers de flics pour aider Citroën à faire entrer les travailleurs par les grilles qui heurtent si fort sa sensibilité ? Et pourquoi donc, puisqu'il les a découverts en regardant la télé, paraît-il, n'a-t-il pas immédiatement utilisé ces mêmes flics à forcer Citroën à retirer ses grillages dont il supporte mal la vue ?

Les politiciens bourgeois, y compris ses adversaires, peuvent saluer, admiratifs et envieux, une brillante démonstration d'hypocrisie, ce n'est pas aux travailleurs que Fabius sera apparu vrai.

Bien sûr, Fabius ne peut verser ses larmes de crocodile à la télévision tout en annonçant qu'il va empirer notre sort, que parce que la classe ouvrière laisse faire. C'est Krasucki qui a raison quand il va répétant, maintenant, que « *ce qui manque pour le moment, c'est le poids réel de l'action collective des travailleurs* ». C'est lui qui a raison quand il donne en exemple les partisans de l'école privée « *qui ont fini par être entendus parce qu'ils se sont mobilisés en profondeur et vigoureusement sans attendre que tout s'arrange d'en haut* ». Et c'est encore lui qui a raison quand il affirme « *qu'il n'existe pas de force plus grande que le monde du travail quand il est debout, lucide, résolu et agissant* ».

Oui c'est vrai, que ce soit avec Mauroy, avec Fabius ou avec n'importe qui d'autre, ce gouvernement n'entendra les travailleurs que s'ils sont forts, s'ils sont menaçants. Sinon Fabius ne nous l'a pas envoyé dire, ce qui nous attend c'est le chômage en hausse et le niveau de vie en baisse.

Krasucki évoque maintenant l'idée de millions de travailleurs descendant dans la rue, déployant leur force immense pour faire respecter leurs droits, pour réclamer leur place. C'est ça l'idée des dirigeants de la CGT, des dirigeants du Parti Communiste ? Eh bien, oui, chiche !

Car si c'est cela que veulent les dirigeants de la CGT, ils doivent le dire clairement, et le montrer en le préparant. Les dirigeants de l'école privée n'ont pas commencé par encourager chaque paroisse à se battre dans son coin. Ils ont préparé, dit qu'ils préparaient et montré qu'ils préparaient leurs démonstrations de force d'ensemble. Si les dirigeants de la CGT veulent une réelle action collective des travailleurs, ils ne peuvent plus laisser à eux-mêmes un jour les chantiers navals, un autre les sidérurgistes, là Citroën, ici Creusot-Loire. Sinon les discours de Krasucki ne sont qu'hypocrisie, aussi hypocrites, à leur manière, que ceux de Fabius.

Et le jour, qui ne saurait manquer, où le monde du travail sera debout, lucide, résolu et agissant, c'est à tous les hypocrites, ennemis et faux amis, quel que soit leur style, qu'il montrera de quel bois il se chauffe.

Arlette LAGUILLER

La reprise du travail chez Citroën :

Les ouvriers se laisseront-ils reprendre en main ?

En une semaine, depuis la reprise officielle du travail, le patron a gagné la 1^{re} manche, les usines de la région parisienne tournent. Au ralenti, sans doute, avec des à-coups, les chefs ne sont pas trop regardants à la qualité des pièces, et une certaine nervosité, une certaine tension dans les ateliers rendent encore la maîtrise prudente.

Mais avec son déploiement policier aux portes des usines, en renfort des chefs, techniciens et régleurs, avec ses sas grillagés, ses contrôles minutieux des laissez-passer et grâce à l'aide du gouvernement, l'entreprise d'intimidation patronale a marché.

Les ouvriers ont fini par accepter de rentrer, de passer par les cages grillagées, par se plier aux contrôles. Cela plus par démoralisation, parce qu'ils ont été surpris, désorientés, parce qu'ils n'étaient en rien préparés à ce qu'un gouvernement « de gauche » puisse mettre à profit les vacances pour aider un patron dans ses coups bas contre les travailleurs. A l'absence de préparation et de perspectives s'est ajoutée la rentrée échelonnée, une bonne partie des travailleurs immigrés ayant prolongé leurs vacances au pays, et la politique de la direction de mélanger les équipes, de déplacer les travailleurs, d'isoler les plus combatifs de leurs camarades d'atelier.

Est-ce pour autant la normalisation ?

La rentrée n'est pas terminée. A l'usine d'Aulnay les quatre premiers jours, l'usine n'a pas travaillé. Les ouvriers sont rentrés ; mais les débrayages ont été quasi permanents, et mardi 4 septembre les grévistes manifestaient dans les ateliers en défilé à 300. C'était peu, aussi mercredi le travail a finalement repris. Mais tout n'est pas joué, ce n'est qu'au cours de la semaine prochaine que le gros des vacanciers rentrera et là le poids de la maîtrise ne sera plus le même. Le patron n'est peut-être pas au bout de ses difficultés.

C.B.

Ghazi matraqué

Akka Ghazi, le secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay, a été blessé par les forces de police parce qu'il refusait de passer par les grillages, ces « cages à rats » installées par la direction devant les portes de l'usine pour filtrer l'entrée des travailleurs.

Une bavure ont dit certains ! Non. La police n'a fait qu'appliquer les ordres. Elle était là pour matraquer les travailleurs qui n'accepteraient pas d'en passer par les lois du patron. Pour cogner en cas de coup de colère des travailleurs, mais aussi comme là, à froid, pour humilier, faire baisser la tête aux ouvriers. Ghazi, tout secrétaire du syndicat qu'il soit, tout « responsable » et pacifique qu'il soit, bien qu'il affirme qu'il ne veut nullement ruiner l'usine, n'est pour les policiers qu'un ouvrier comme les autres, bon à matraquer comme les autres.

Ce gouvernement se disait de gauche, et au service des travailleurs, mais la rose socialiste cachait le bâton. Et Fabius qui vient à la télévision dire que les grilles n'étaient pas nécessaires, qui se prétend choqué par l'attitude patronale et déclare : « *On ne vit pas que de pain, on vit aussi de dignité* », ne manque décidément pas de culot, alors que c'est lui qui a envoyé sa police.

Evidemment lui, il est d'accord pour supprimer le pain aux ouvriers, le patron, lui cherche en plus à les humilier, c'est le partage du travail entre confrères.

(Voir nos informations en page 7).

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura lieu le 28 septembre, Grande Salle de la Mutualité ; 24, rue Saint-Victor Paris V^e. Métro Maubert-Mutualité.

Sur le thème : La fin de la Seconde Guerre mondiale : Yalta et la décolonisation.

Au congrès des Trade Unions : déclarations de soutien aux mineurs, mais pas grand-chose de concret

A une écrasante majorité, le congrès du TUC (confédération qui regroupe la plupart des syndicats britanniques) a adopté, le 3 septembre, une motion de soutien aux mineurs en grève depuis maintenant plus de six mois.

La motion de soutien elle-même est très modérée. Tout en affirmant le soutien du congrès aux revendications des mineurs, elle se limite à inviter les divers syndicats à s'efforcer de participer au soutien financier pour les grévistes et engager des discussions avec le NUM (le syndicat des mineurs) en vue de généraliser dans tout le pays le boycott des déplacements et de l'utilisation du charbon et de ses substituts tels que le fuel.

Ce n'était d'ailleurs pas l'unanimité pour le soutien aux mineurs. Eric Hammond, leader de l'EETPU (syndicat des électriciens), non seulement a voté contre la motion de soutien aux mineurs mais, reprenant à son compte des accusations formulées de façon bien plus voilée par le gouvernement Thatcher, il a tenu à affirmer son opposition totale « à toute infraction à la loi et au recours à la grève pour faire tomber le gouvernement », ajoutant que l'attitude du congrès ne pouvait s'expliquer que par la frayeur suscitée chez la majorité des participants par les « 57 variétés d'extrémisme politique » qui s'expriment selon lui au travers de la grève des mineurs. Quant à John Lyons, leader de l'association des cadres et techniciens de l'électricité, il a par avance refusé toute action de solidarité de la part de son syndicat et affirmant : « Si nous utilisions de cette façon les énormes pouvoirs à notre disposition, cela constituerait une menace à la démocratie elle-même ».

Quant aux prises de position des partisans de la motion du TUC, elles ne sont pas moins significatives.

Ainsi Len Murray, le secrétaire général sortant du TUC, qui est apparu comme le promoteur de la motion adoptée, en a justifié l'importance par deux arguments. Tout d'abord en adoptant cette motion, le congrès affirmera, a-t-il dit, « qu'il souhaite que les deux parties adverses se consacrent de façon urgente et sans arrière-pensée au règlement du conflit ; que le congrès souhaite un règlement équitable et satisfaisant, qui permette au gréviste de reprendre le travail la tête haute ». Et d'autre part, a-t-il ajouté, « un cadre est ainsi établi dans lequel le conseil général (organe de direction du TUC), le NUM et les syndi-

cats concernés peuvent discuter et se mettre d'accord sur des actions spécifiques de soutien au mouvement. Le but des procédures mises en place est de permettre de rendre le mouvement plus efficace, et surtout de rendre inutiles les piquets de grève massifs ».

Autrement dit, pour Len Murray, il faut bien que, compte tenu de l'impact du mouvement des mineurs dans le pays, le TUC s'affirme dans leur camp. Mais surtout, il faut qu'on en finisse une bonne fois avec ces piquets de grève pas toujours bien contrôlés, qui non seulement défient la police depuis des mois, mais en plus s'obstinent à apparaître aux portes des centrales thermiques, sur les docks ou devant les cokeries, sans demander l'avis des bureaucrates syndicaux !

Finalement cette motion ne comportait rien qui soit susceptible de gêner les bureaucrates syndicaux, pas même la majorité de ceux qui, depuis le début du mouvement, ont continuellement condamné les actions des mineurs.

Quant à Arthur Scargill, le leader du NUM, qui avait annoncé par avance qu'il comptait profiter du congrès de Brighton pour contraindre publiquement les dirigeants du TUC à apporter leur sou-

tien inconditionnel aux mineurs, il n'a pas émis un mot de protestation. Et si cela a sans doute déçu les 5000 manifestants, dont bon nombre de mineurs, venus lui manifester leur soutien aux portes du congrès à l'appel des diverses organisations d'extrême-gauche, cela n'a quand même rien de surprenant. Car si Scargill et les dirigeants de la NUM sont des dirigeants syndicaux un peu à part en Grande-Bretagne, s'ils sont capables, contrairement à nombre de leurs collègues, de prendre la tête d'un mouvement de l'ampleur de celui des mineurs, ils n'en sont pas moins des réformistes.

Depuis le début du mouvement, toute la politique de Scargill a consisté à maintenir les mineurs dans le cadre étroit du corporatisme, en insistant constamment sur le caractère spécifique de leur mouvement. Il s'est opposé, au cours des mouvements de solidarité des dockers, à ce que ceux-ci fassent cause commune avec les mineurs sur les piquets de grève.

En acceptant aujourd'hui le compromis mis au point par Len Murray, après de laborieuses tractations en coulisse, Scargill subordonne en fait le mouvement des mineurs aux perspectives électorales du Parti-Travail-



Scargill, président du syndicat des mineurs, au congrès des Trade Unions. (AFP)

liste. Il permet au TUC d'apparaître aux yeux de l'électorat comme responsable et capable de s'opposer aux débordements, et à Kinnock, le leader du Parti Travailleuse, de se faire applaudir par un congrès syndical en prononçant une condamnation ouverte des « violences » commises contre les piquets de grève, sans que la moindre fausse note vienne troubler ce concert.

Tout cela n'est que la démonstration des limites de la volonté de combattre des dirigeants comme Scargill. Des dirigeants pour qui, comme pour tous les bureaucrates du TUC, les intérêts des travailleurs pèsent bien peu face à la volonté des dirigeants du Parti Travailleuse de retourner au plus vite au gouvernement, pour y gérer les intérêts de la bourgeoisie.

François ROULEAU

Après six mois de lutte, la détermination des mineurs reste intacte

Cela fait maintenant six mois que les mineurs britanniques se battent contre les 20.000 suppressions d'emplois annoncées au début de l'année par les Charbonnages.

Et, contrairement à tous les espoirs que nourrissait le gouvernement Thatcher, la grève tient toujours.

Ni la réouverture des puits après la fermeture annuelle de l'été, ni les millions de francs dépensés en placards dans la presse et en spots publicitaires sur les ondes par les Charbonnages, ni les divers appels lancés par des groupes de mineurs « qui veulent travailler », n'ont suffi à entamer la résolution des grévistes.

La dernière en date de ces tentatives pour créer un climat à la reprise a eu lieu le 3 septembre, jour de l'ouverture du congrès du TUC à Brighton. Le « Comité national des mineurs au travail », un groupe anti-gréviste lancé à grands renforts de publicité par des

mineurs du Nottinghamshire, avait en effet appelé tous les mineurs favorables à la reprise à se présenter à leur travail ce jour-là. En vain, puisque le lendemain les Charbonnages ont dû reconnaître que le nombre de non-grévistes n'avait augmenté que de quelques dizaines !

En fait — et ce sont les dirigeants des Charbonnages eux-mêmes qui le disent — 1200 mineurs en tout et pour tout auraient repris le travail depuis le début du mois de juillet, moins de 1 % des grévistes. Et encore faut-il dire que ce chiffre ne fait aucune distinction entre les ouvriers et le personnel d'encadrement ou le personnel administratif. Toujours selon les chiffres des Charbonnages, 131 puits resteraient paralysés, contre 42 partiellement ou totalement en activité, et il y aurait 132.000 grévistes, contre 48.000 mineurs au travail. C'est dire que, même d'après ces chiffres, moins de 6 %

des grévistes auraient repris le travail au cours des 4 derniers mois (il y avait 40.000 non-grévistes début mai).

Ces chiffres sont d'ailleurs loin de rendre compte de la détermination des grévistes. Cinq mineurs ont été tués et plus de 3000 autres blessés, non seulement au cours des affrontements sur les piquets de grève, mais aussi au cours de véritables ratonnades auxquelles la police s'est livrée dans certains villages miniers. Plus d'un millier de mineurs ont été condamnés, la plupart du temps à des peines d'amende, mais parfois aussi à des peines de prison : jusqu'à 9 mois de prison pour un mineur du Derbyshire accusé d'avoir coupé un câble d'alimentation électrique dans sa mine. Et à la fin août 5000 autres mineurs attendaient de passer en jugement, nombre qui ne cesse d'augmenter puisque, pour la seule semaine allant du 29 août au 4 septembre, si l'on additionne

toutes les arrestations annoncées dans la presse, on dépasse le chiffre de 800.

Et les mineurs ne sont pas seuls à payer leur refus des suppressions d'emplois. Dans un certain nombre de mines privées, de petites mines à ciel ouvert situées surtout au pays de Galles et dans le centre du pays, les patrons ont purement et simplement licencié le personnel lorsque celui-ci s'est mis en grève pour soutenir leurs camarades des mines nationalisées. On ne compte plus les cheminots, les dockers et les marins suspendus temporairement de leur poste pour avoir refusé de franchir un piquet de grève des mineurs.

Une chose est sûre : cet étalage répressif n'a pas réussi à démoraliser les grévistes. Au contraire, il a même parfois contribué à renforcer leur détermination. C'est autant que les grévistes comptent bien faire payer au gouvernement Thatcher.

Dans les sables...

Ce n'est pas uniquement pour se faire ridiculiser sur un terrain de golf que Mitterrand est allé voir Hassan II la semaine dernière.

Hassan II, lui, espère sans doute, avec le traité d'alliance Maroc-Libye, tenter de régler le conflit du Sahara Occidental où depuis 9 ans la population sahraouie tient tête à l'armée marocaine et dont l'organisation, le Front Polisario, a été aidée et reconnue entre autre par la Libye. Et de la part de Khadafi, il s'agit probablement, en contrepartie de l'abandon ou de la mise entre parenthèses de son soutien au Front Polisario, d'essayer une nouvelle fois de se donner un rôle dans la région. Car la volonté de Khadafi d'unir la Libye à d'autres pays, bien qu'ayant abouti dans le passé à un échec, tant vis-à-vis de l'Egypte, de la Syrie que de la Tunisie, n'est guère nouvelle, pas plus qu'est nouveau l'abandon de son soutien à la lutte des populations environnantes, au gré des intérêts immédiats du régime libyen. Mais la Libye est actuellement engagée militairement contre l'impérialisme français au Tchad, où elle soutient les troupes de Goukouni Oueddei. Et depuis un an la France, qui y a renforcé son dispositif militaire, y maintient 3 500 hommes et y dépense un milliard par an, pour soutenir Hissène Habré.

Alors, c'est probablement, entre autres, pour discuter du conflit tchadien que Mitterrand s'est rendu au Maroc. Dans quel sens le conflit évoluera-t-il ? A la suite de l'accord avec le Maroc, la Libye sera-t-elle plus conciliante vis-à-vis de l'impérialisme français, ou au contraire se sentira-t-elle renforcée ? Nul ne peut le dire, et peut-être pas Mitterrand lui-même.

Mais c'est sans doute cela, et ce qui touche aux intérêts de l'impérialisme français, qu'ont discuté la semaine dernière au cours de leurs voyages les représentants du gouvernement français : Cheysson était en Algérie pour faire savoir à cet adversaire du Maroc quel rang la France entendait accorder aux uns et aux autres, Hernu au Tchad avec un aréopage de militaires pour évaluer la situation, et Mitterrand en compagnie du dictateur Hassan II. Pendant ce temps-là, 26 hommes se mouraient dans les prisons marocaines. Et des millions d'autres continuaient à supporter leur fardeau de misère, pendant que les représentants de l'impérialisme français et les dictateurs tentaient de régler, eux, le sort des peuples, par la diplomatie secrète.

N.M.

Un roi qui a le sens du sacrifice

Juste avant la fête musulmane du mouton, le roi Hassan II du Maroc vient de demander dans un communiqué, « en tant que commandeur des croyants », à son « peuple fidèle », de s'abstenir d'égorger un mouton, pour permettre au cheptel, victime de la sécheresse, de se reconstituer. Hassan II, d'ailleurs, a fait savoir que lui-même n'en sacrifiera « que » deux, au nom des 20 millions de musulmans du Maroc.

Il paraît que nombre de citoyens ont été interloqués de cette demande, notamment les Marocains ayant acheté leur mouton ou ceux qui avaient économisé exprès pour se l'offrir cette année (rien qu'un agneau vaut un mois de salaire minimum). On ne sait si les Marocains croiront à la sollicitude du roi ou prendront son geste pour une offense.



1981 : l'armée patrouille dans les rues de Casablanca. (AFP)

« Hassan II assassin, Mitterrand complice ! »

Au cours de ces derniers jours, plusieurs informations ont fait état de l'arrêt de la grève de la faim des détenus marocains, et ont par la suite été démenties. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas précisément si cette action continue. Mais toujours est-il qu'au Maroc 28 jeunes gens ont pu faire 2 mois de grève de la faim et trois d'entre eux sont morts, sans que Mitterrand ne soit intervenu.

Ces jeunes ont été arrêtés après les émeutes de la faim de janvier, et leur seul délit manifestement, pour les autorités marocaines, est qu'ils

sont tous membres soit de l'UNEM (Union des Etudiants Marocains) soit d'associations de quartier, d'origine pauvre et connus pour leurs idées contre la dictature marocaine. Cela a suffi pour qu'ils soient emprisonnés et condamnés de un à quinze ans de prison. Et les sévices dont ils étaient victimes n'ont pas cessé pour autant. Alors, pour demander le droit de poursuivre des études et de passer leur examens, de lire des livres et des journaux et de recevoir des visites, et surtout pour défendre leur dignité, 28 prisonniers ont commencé il y a déjà deux

mois une grève de la faim qui menace gravement maintenant leur santé. Le roi du Maroc les ignore toujours. Il faut croire que Mitterrand aussi.

L'Elysée a laissé entendre que, pendant le voyage de Mitterrand au Maroc, le problème des détenus marocains faisant la grève de la faim aurait été « évoqué ». Bien silencieusement en tout cas ! Lors de ses deux voyages dans ce pays, membre du camp impérialiste occidental, ex-colonie française, allié politique et militaire de la France et où règnent encore nombre d'intérêts économi-

ques français, Mitterrand s'est montré beaucoup plus discret sur les droits de l'homme que lors de son voyage en URSS, où il avait porté publiquement un toast à Sakharov ! Mais là Mitterrand n'a pas fait la moindre déclaration publique pour désavouer Hassan II. S'il y a une pression politique à laquelle le souverain du Maroc aurait pu être sensible, c'est pourtant bien celle-là.

Mais les droits des hommes opprimés par une dictature alliée de l'impérialisme français ne peuvent être de ceux que Mitterrand défend !

ISRAEL

Pas assez de postes pour trop d'hommes interchangeables

En Israël le feuilleton gouvernemental s'est poursuivi : au moins jusqu'au moment où nous écrivons, le Parti Travailiste de Shimon Perès et les conservateurs du Likoud n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour former un gouvernement d'union nationale.

Shimon Perès avait été désigné par le président israélien Haïm Herzog pour former un tel gouvernement. Un accord était presque signé, quand le Likoud a fait de nouvelles propositions que Perès a rejetées.

Il avait d'ailleurs été convenu que Shimon Perès soit le Premier ministre deux ans et demi, puis cède la place à Shamir. Le travailliste Rabin devait être ministre de la Défense et un membre du Likoud ministre des Finances, et cela pendant toute la durée du mandat. Mais

Shamir a fait s'écrouler ce fragile équilibre, en exigeant une rotation annuelle à la tête du gouvernement, ainsi qu'au ministère de la Défense, et en réclamant l'implantation de 27 nouvelles colonies juives dans les territoires occupés, implantations décidées par l'ancien gouvernement conservateur.

Le gouvernement d'union nationale, qu'on nous présentait comme un grand événement, a donc l'air de faire chou blanc. Et si Shimon Perès n'arrive pas à conclure un accord avec des petits partis religieux, la population israélienne sera de nouveau appelée aux urnes.

Mais bien que l'accord entre les deux grands partis n'ait pu jusqu'à présent aboutir, tous les marchandages et tractations ont pu mettre en évidence

les similitudes entre la politique de la gauche et de la droite israéliennes.

Si les conservateurs veulent continuer les implantations juives dans les territoires occupés, les travaillistes parlent seulement de les geler. Si les premiers ne parlent pas trop d'évacuer le Sud-Liban, les seconds n'envisagent de le faire qu'une fois que l'armée du général Lahad, financée par Israël, sera en état de remplacer l'armée israélienne.

Quant à rendre les territoires occupés depuis 1967, il n'en est question ni pour les conservateurs ni pour les travaillistes, qui se retrouvent d'accord pour refuser de négocier avec l'OLP et de reconnaître un Etat palestinien indépendant. Leurs divergences sont minces, tant dans le programme que chacun

affiche aujourd'hui que dans la politique qu'ils menaient quand ils dirigeaient l'Etat d'Israël. Car les uns et les autres, les travaillistes jusqu'en 1977, les conservateurs depuis, ont mené une politique identique, une politique agressive vis-à-vis des populations arabes.

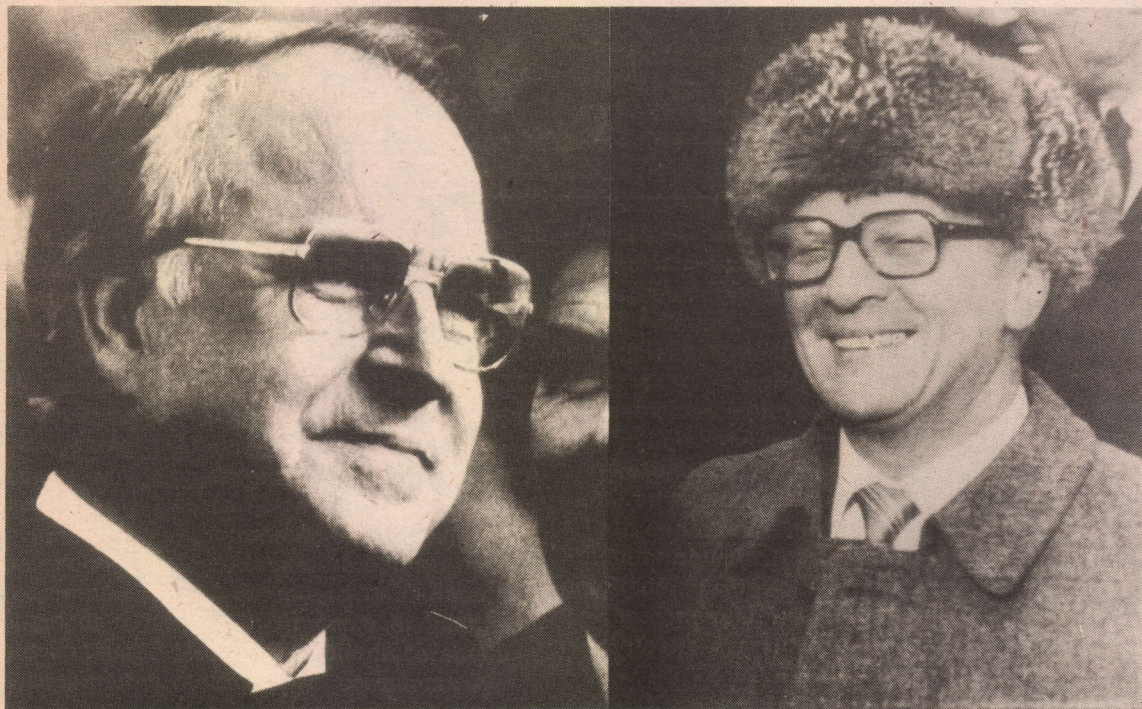
En fait, ce ne sont pas deux politiques qui s'affrontent, mais deux partis dont les dirigeants prennent alternativement les rênes de l'Etat. Leurs politiques sont interchangeables, les hommes qui les représentent aussi. Mais voilà, il ne peut y avoir qu'un poste de Premier ministre, un de ministre de la Défense ou un de ministre des Finances...

Marie-Claude SOLAC

RDA-RFA :

Les dirigeants de la RDA

Iorgnent vers l'Ouest



Kohl et Honecker. (AFP)

Erich Honecker, le chef d'Etat de la République démocratique allemande, a en définitive renoncé, ou plutôt s'est résigné à renoncer, sous la pression manifeste de Moscou, à se rendre à la fin de ce mois en Allemagne de l'Ouest. Ce voyage était à l'ordre du jour depuis près de trois ans. C'est en décembre 1981 que le chancelier ouest-allemand de l'époque, Helmut Schmidt, avait invité Honecker à se rendre en RFA. Après avoir donné une réponse positive, les dirigeants de l'Allemagne de l'Est avaient une première fois renoncé à cette rencontre. Le successeur d'Helmut Schmidt, le chrétien-démocrate Helmut Kohl, avait renouvelé l'invitation qui après avoir été encore acceptée a, une nouvelle fois, été repoussée.

Mais les gouvernements des deux Allemagne n'ont pas attendu de se rencontrer pour établir des relations permanentes. Les politiciens, qu'ils soient sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates ou libéraux, ont des contacts fréquents avec les hommes d'Etat est-allemands. Une multitude de relations, plus discrètes, ont abouti à des échanges commerciaux importants et le gouvernement ouest-allemand vient d'accorder, en juillet dernier, un nouveau prêt de un milliard de marks à la RDA.

Il a pu sembler un temps que l'URSS recherchait un rapprochement entre les deux Allemagne. Il y a à peine plus d'un an des déclarations répétées du Kremlin affirmaient la nécessité d'une entente entre les deux Allemagne pour préserver la paix en Europe. Il s'agissait alors pour Moscou d'aller

dans le sens des pressions qu'exerçaient les mouvements pacifistes et des hésitations de dirigeants ouest-allemands vis-à-vis de l'installation des Pershing en Europe occidentale. Ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché les autorités est-allemandes de réprimer le mouvement pacifiste au moment où celui-ci semblait commencer à gagner la RDA et d'expulser vers l'Ouest plusieurs dizaines de militants.

Mais finalement, avec l'acceptation officielle de l'installation des Pershing par le gouvernement de Bonn, le ton allait monter contre les « revanchards allemands », entre autres, pour justifier auprès des populations d'Europe de l'Est (en particulier d'Allemagne et de Tchécoslovaquie) l'installation de nouveaux engins soviétiques sur leur sol. C'est alors que, semble-t-il, le gouvernement est-allemand a eu des réticences à suivre Moscou, ne serait-ce qu'à cause du renforcement des liens économiques avec la RFA.

En juin 1983, la RFA avait accordé deux prêts d'environ un milliard chacun, l'un du gouvernement, l'autre d'un consortium de banques bavaïsoises sous l'égide du ministre-président de Bavière, Franz-Joseph Strauss. Et il était question d'un nouveau prêt : celui qui fut effectivement accordé en juillet dernier.

Entre les politiciens des deux Allemagne c'était presque la fête. L'hebdomadaire ouest-allemand *Die Zeit* du 10 août 1984 rapportait que lors de la foire de Leipzig, en mars dernier, l'agence Tass présentait presque les politiciens de Bonn comme des nazis, tandis

que l'organe officiel est-allemand étalait en première page une photo de Honecker au milieu d'une brochette de politiciens ouest-allemands, dont Strauss et Lambsdorff, encore ministre de l'Economie de RFA, à l'époque. La photo de la visite de Honecker au pavillon soviétique était reléguée en bas de page, et le ministre soviétique, chef de la délégation, n'était pas mentionné une seule fois.

Alors aujourd'hui, même si les pressions exercées par l'URSS ont, une fois encore, fait plier les dirigeants de la RDA, le nouvel épisode du voyage retardé de Honecker à Bonn a montré l'existence de dissensions entre l'Allemagne de l'Est et l'URSS. Et bien que la RDA apparaisse toujours comme l'un des plus fidèles soutiens de la bureaucratie russe, ce pays, comme la quasi-totalité de ceux composant le bloc de l'Est, subit de la part du monde impérialiste une incontestable attirance.

Cela fait des années que la plupart des autres pays de l'Est (si on excepte, sans doute, la Bulgarie) ont tenté de se rapprocher, économiquement et politiquement, des puissances capitalistes.

Mais les travailleurs est-allemands n'ont rien à attendre des dirigeants qui cherchent à se défaire des liens qui les attachent à l'URSS pour en tisser d'autres avec le monde capitaliste. Car de toutes façons, ces politiciens-là continueraient à exercer la dictature qui pèse aujourd'hui sur la population de tous les pays d'Europe de l'Est, y compris de ceux qui ont le plus distendu leurs liens avec l'URSS.

Jean SANDAY

UN AN APRÈS LA DESTRUCTION D'UN AVION SUD-CORÉEN :

Des zones d'ombre révélatrices

L'anniversaire de la destruction d'un avion sud-coréen par la chasse soviétique dans laquelle 269 personnes ont péri est passé quasiment inaperçu.

Il est vrai que depuis un an de nombreuses anomalies, relevées par des enquêteurs privés, viennent apporter de l'eau à la thèse soviétique de l'espionnage.

Un ancien « analyste » des services de renseignements américains a constaté que l'aéroport de Tokyo avait reçu des messages censés provenir de l'avion alors que celui-ci était déjà abattu. Il en conclut que les messages provenaient en fait d'un autre vol, le KAL 015, qui aurait eu pour mission de « couvrir » le premier.

Un autre enquêteur est plus catégorique encore. Il affirme que les moyens de détection américains dans la région, dont l'ampleur et la sophistication sont affirmées par le gouvernement américain lui-même, permettaient aux services américains de savoir exactement ce qui se préparait. Alors pourquoi ont-ils laissé faire et n'ont-ils pas averti l'avion ?

Et ce même enquêteur soutient que « l'incident de la KAL » a permis aux Etats-Unis de recueillir des informations « comme ils n'en avaient jamais récolté de leur vie », tous les systèmes de transmissions soviétiques — liés à la défense aérienne — ayant

fonctionné pendant environ quatre heures sur une surface de l'ordre de 11000 kilomètres carrés.

Une revue militaire anglaise, rapporte *Le Monde*, relève la coïncidence entre le vol de la KAL et le vol programmé de la navette Challenger, bourrée de moyens d'observation, qui auraient pu permettre aux services de renseignements américains d'observer les moyens de défense soviétiques en action.

Et les Américains eux-mêmes, pourtant peu disposés à blanchir le moins du monde l'acte des Soviétiques, reconnaissent aujourd'hui que la chasse soviétique pouvait avoir confondu le Boeing coréen avec un de leurs avions-espions, le RC-135, en surveillance permanente dans les parages...

Il est évident qu'on ne saura jamais exactement ce qui s'est passé. Mais il est tout aussi certain aujourd'hui que l'écart de 300 km à l'intérieur de la zone soviétique était plus qu'une simple erreur.

Sans retirer quoi que ce soit à l'horreur du geste soviétique, cela met en tout cas en lumière les responsabilités tout aussi graves des Etats-Unis dans la mort de 269 personnes, victimes de la guerre que se mènent les deux grands.

Alain MARQUET

USA :

Les emplois de Reagan

En dix-huit mois, plusieurs millions d'emplois nouveaux auraient été créés aux Etats-Unis dans le cadre de la fameuse reprise économique.

Ces nouveaux emplois dont beaucoup sont à temps partiel, ne sont pas en grande majorité des emplois industriels (encore que l'industrie d'armement se soit, elle, largement développée ces derniers temps). L'industrie emploie au total aujourd'hui environ 1,5 million de travailleurs de plus qu'il y a deux ans mais toujours 1,5 million de moins qu'il y a cinq ans.

Les nouveaux emplois appartiennent pour l'essentiel au secteur dit des services, un terme vague qui recouvre des notions bien différentes. Selon *l'Express*, « De 1979 à 1982, on a assisté à une floraison (+20 %) d'artistes divers, écrivains et animateurs. La profession de moniteur de sport, jusque-là confidentielle, compte actuellement 50 000 membres ».

Surtout, selon les prévisions gouvernementales américaines, les professions dont l'effectif devrait croître le plus à l'avenir sont les gardiens et les concierges, les caissières de magasin, les secrétaires, les employés de bureau, les infirmiers, les garçons de café.

Et *l'Express* indiquait : « Au

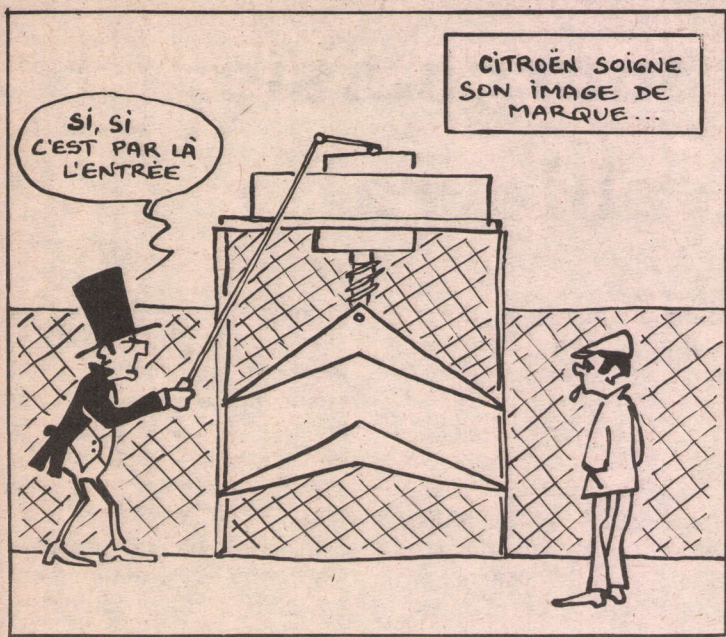


Des chômeurs licenciés de l'automobile à Detroit. (AFP)

total pour une minorité de postes très qualifiés et bien rémunérés, on crée une multitude d'emplois sous-payés, à temps partiel, sans protection sociale ».

Le tableau est certainement assez proche de la réalité américaine. C'est peut-être un peu une image de ce qui nous attend en Europe. Alors quand patrons et gouvernants français discourent sur les « emplois à haute technologie » de demain c'est sans doute par « employés de fast food » et « travail au noir » qu'il faut traduire...

Citroën : le désarroi



A L'USINE D'AULNAY :

Encore sur le souvenir de la grève de mai dernier, quasi assurés par leur « succès » d'alors, les ouvriers n'étaient pas préparés à ce que la direction et surtout le gouvernement mettent à profit la traditionnelle période de démobilitation des congés pour licencier. Se croyant forts du premier recul du gouvernement et du patron en mai, les ouvriers étaient d'autre part convaincus que si le patron s'attaquait à un seul d'entre eux à la rentrée « on se mettrait tous en grève et qu'on rentre-tout ou pas du tout ». Et la direction de la CGT trop contente de faire reprendre sur l'apparence d'un succès en mai s'était bien gardée de préparer qui que ce soit. Le coup est d'autant plus dur que les illusions dans le gouvernement et dans le rapport des forces ouvriers-patron étaient plus grandes et c'est ce qui s'est traduit par ce flottement et cette démoralisation visibles au sein de la CGT, Ghazi et la CGT accusant : « Le gouvernement n'est pas loyal », « On a été surpris », « C'est un coup de poignard ».

Et ce sont les ouvriers qui accusent le coup. C'est d'autant plus insupportable que chacun imagine très bien ce que la direction réserve aux travailleurs qui « ont la chance de rester » si elle réussit sa reprise en main. C'est le serrage de vis, la discipline renforcée, la maîtrise omniprésente et arrogante, les cadences accélérées... Bien des travailleurs ne veulent pas que ça redevienne « comme avant », c'est-à-dire avant la grande grève du printemps 1982. « C'est comme quand on a été riche et qu'on redevient pauvre » ; reperdre les droits et les libertés acquises de haute lutte est difficilement acceptable.

Mais que faire ? Collectivement les ouvriers se sont sentis trop peu nombreux à vouloir la lutte, trop déboussolés. En plus,

à peine la moitié des effectifs ouvriers étaient présents et la direction, ne faisant travailler qu'une seule équipe alternativement un jour sur deux, avait remélangé les travailleurs d'une équipe à l'autre, sous prétexte des absents et des congés à remplacer et les travailleurs se sont trouvés privés du soutien de leurs compagnons habituels. Par contre la maîtrise, elle, était là en double. Celle des deux équipes étant présentes en même temps tous les jours pour contrôler l'unique équipe au travail. Le double de chefs, pour moitié moins de travailleurs, plus les CRS en nombre aux portes, la direction avait mis le paquet pour intimider les travailleurs.

Face à cela l'attitude ultra-prudente et attentiste de la CGT « On fera ce que voudront les travailleurs » était mal comprise. « Un jour on nous dit de ne pas rentrer par les grillages, un autre on nous dit de rentrer sans préciser si c'est pour travailler ou faire grève, on ne sait pas ce qu'on veut »... Alors ensuite les débrayages se sont organisés mais sans trop le moral. On a vu des réactions violentes de désespoir. Un chef a reçu un coup de marteau, ce que la direction, relayée par la presse de droite, a immédiatement utilisé pour justifier la présence de la police. Mais cette presse n'a pas dit la vérité, à savoir qu'il s'agit d'un militant CGT, changé d'équipe et à qui son nouveau chef voulait imposer de faire un double poste. Comme il protestait qu'il ne pouvait tenir deux postes à la fois, le chef lui répondit : « Si tu protestes, tu en auras encore plus ». C'est là que le marteau a volé. Il y a eu au moins un chef qui a senti que la morgue n'était pas de mise. Mais partout dans les ateliers, les chefs tentent d'imposer 2, 3, voire 4 postes aux ouvriers. Les professionnels et les chefs eux-

mêmes se sont mis aux manivelles pour remplacer les absents mais plus encore pour tenter d'entraîner les présents à travailler. C'est dans ces conditions que l'usine tourne, au ralenti. Mais on ne sait pas ce que seront les réactions des travailleurs lorsqu'ils seront tous rentrés de congés et que la direction remettra en route les deux équipes.

Les licenciés :

Du côté des licenciés, là aussi c'est la confusion. Ils sont venus les premiers jours à plusieurs centaines sur le parking, voir leurs camarades qui allaient prendre le travail. Une semaine après, ils ne sont plus que quelques dizaines et ne voient plus trop quoi faire. Pour la majorité d'entre eux, la formation c'est bidon. Ils ne se voient pas apprendre en 10 mois à lire et à écrire, plus un métier. Quand on les a fait venir on ne leur demandait pas tout ça et ils ont été assez bons pour sortir la production pendant des années, dix ans, quinze ans même. Certains ajoutent, « qu'ils nous donnent l'argent de la formation et on partira avec ». La CGT les a réunis au début de la semaine à Saint-Denis ; ils étaient venus à 400. Certains étaient venus là pour demander des renseignements pratiques, essayer de s'y retrouver dans les papiers envoyés par la direction, d'autres pour lutter car d'accord ni pour la formation ni pour le retour.

Mais les permanents de la CGT qui tenaient la réunion ont tenu un langage des plus évasifs disant en substance « qu'il fallait se battre pour l'avenir des licenciés, qu'il fallait penser aux travailleurs qui sont à l'intérieur et à ceux qui sont à l'extérieur, qu'il fallait la garantie d'un emploi après le stage de formation et une véritable formation payée et lutter aussi contre les futurs licenciements, que même le gouvernement pouvait reculer... ». Il en sortait que la CGT était pour la lutte, mais pour quel objectif ? Rien de précis n'était formulé et en tout cas pas la réintégration des travailleurs licenciés.

La réunion a été plutôt houleuse. Un travailleur a réagi violemment déclarant (en arabe) : « On est trahi par tous. Tous les syndicats sont contre nous, même ceux à la tribune. (...) Une seule chose à faire, c'est d'aller à l'usine et de cogner ceux qui rentrent »... Intervention qui a été très applaudie. Les permanents malgré une traduction très édulcorée, n'étaient manifestement pas à l'aise et ils ont été pris à partie par

des ouvriers d'Aulnay. La réunion s'est terminée dans la confusion, comme elle avait commencé, un militant traduisant ainsi le sentiment général : « Je suis perdu... Il y a ceux qui veulent cogner les autres et eux, là-haut, qui ne savent que dire... ». Et il est vrai que le désespoir et la démoralisation peuvent amener certains travailleurs à se dresser contre les autres, même si cela ne s'est pas encore vu autrement qu'en paroles.

LA CGT :

Au sein de la CGT règne la même confusion. Un délégué s'est accroché avec un permanent : « En mai, on était en lutte, vous avez signé un accord

A L'USINE DE ST-OUEN :

Dans cette usine où 80 OS travaillent sur chaque équipe (matin et soir) pour 200 travailleurs en normale (essentiellement des professionnels et des chefs), et autant d'employés, le travail a démarré au ralenti. Une presse sur quatre tournait la semaine dernière et, sous prétexte de « dépannage », la direction a envoyé des professionnels de l'Outillage remplacer les OS aux machines ; tous, les uns après les autres, même les délégués CSL n'étaient pas épargnés par leurs fonctions de représentants de la direction, au contraire ils ont dû montrer l'exemple.

Le climat n'était pas à la grève, les OS se sentaient très minoritaires, seulement une quarantaine sur 80 étaient présents au démarrage.

Cependant le climat était et est toujours à la nervosité. Cela commence aux portes, d'où les policiers ont finalement été retirés au bout de trois jours, une fois remplie leur fonction d'intimidation. Mais tous les jours, de devoir montrer leurs papiers pour rentrer à l'usine, des travailleurs râlent : « Encore aujourd'hui », « On rentre comme dans une prison » ; d'autres en rajoutent et tiennent à montrer leurs papiers en détail à l'entrée, mais à la sortie aussi... Les contrôles passent mal, et les techniciens et employés invités par les chefs aux portes avec eux, pour faire masse, acceptent, mais de mauvais gré, de faire ce sale boulot. Certains reviennent même s'en excuser ensuite auprès des OS. Des gars ne marchent pas ou ne marchent plus, comme ce technicien convoqué pour garder l'usine la nuit avec des chefs, qui est venu, mais a refusé de faire des rondes et a travaillé à son poste à l'Outillage toute la nuit en disant : « Je fais mon travail, mais pas autre chose ».

D'autre part les profession-

nels, tous Français, avaient difficilement de faire le travail des OS licenciés. Ils doivent subir les remarques des ouvriers de diverses nationalités qui vont leur frapper l'épaule quand ils travaillent aux presses en leur disant : « Bonjour Mohammed ! — Ah ce n'est pas Mohammed ! ».

Les tracts sont lus et discutés et les quelques militants CFDT qui ont pris ouvertement position en acceptant le prétendu plan de formation, c'est-à-dire les licenciements et en revendiquant une bonne formation, se font épingle. La CGT a une position plus nuancée, et ne se met pas en porte-à-faux.

Face à ce climat, la maîtrise reste prudente, l'essentiel est que ça tourne. Un tiers des presses marchaient cette semaine. Les chefs n'ont pas réclamé de boni ni fait de zèle. A l'usine voisine des Epinettes, là où les licenciements sont les plus nombreux sur les Presses, la maîtrise a tenté une mise au pas des ouvriers professionnels. Les chefs de l'Outillage les ont convoqués trois par trois pour leur dire : maintenant il faut être à l'heure à sa place quand ça sonne le matin, il ne faut pas rester plus de 10 minutes à la pause-café du matin. Ça ne sert à rien d'ailleurs de s'asseoir pour prendre le café, vous pouvez le prendre debout. On prendra des sanctions si vous vous lavez les mains trop tôt ou si vous montez aux vestiaires avant l'heure. Et il faut travailler plus car on va sans doute être obligés de licencier aussi des professionnels. Tout y était ou à peu près. La seule chose que les chefs ont oubliée c'est que si les professionnels en sont réduits à travailler sur les presses, et s'il y a de nouveaux licenciements, les chefs ne manqueront pas d'y passer à leur tour. Pas de raison que Citroën ne s'en débarrasse pas après leur avoir fait faire le sale boulot.

La décrispation pour la bourgeoisie, les CRS pour les travailleurs.

A vrai dire, ce qui s'est passé la semaine dernière chez Citroën n'est ni vraiment nouveau, ni vraiment étonnant. C'est bien dans la ligne de la politique que mène le gouvernement depuis déjà des mois et des mois, au travers de la politique dite d'austérité, d'austérité pour les travailleurs, de façon que les profits du patronat se maintiennent.

Et pour ne parler que des licenciements, depuis trois ans le gouvernement a peut-être tergiversé, ou peut-être quelquefois tourné en rond avant d'accepter des licenciements demandés par le patronat, mais il a toujours fini par les accorder. Et ceux de Citroën ne doivent pas faire oublier ceux de Creusot-Loire.

La seule chose qui est remarquable à Citroën, c'est l'empressement du gouvernement à se mettre ouvertement au service du patronat. En quelque sorte pour que ça se voie bien. La direction a demandé l'autorisation de

licencier quelques jours avant le retour des vacances ; le gouvernement a donné sa réponse dans les 48 heures. Citroën avait prévu des chicanes grillagées pour trier les travailleurs à leur retour de vacances et empêcher que les licenciés n'entrent dans l'usine ; mais comme des grillages cela peut être franchi, le gouvernement s'était empressé de mettre plus de CRS que d'ouvriers convoqués, pour obliger les travailleurs à respecter les barbelés Citroën. Et en matraquant Ghazi, un syndicaliste CGT qui ne voulait pas passer par ces chicanes, la police n'a pas outrepassé ses ordres. Elle était là pour cela.

Tout cela, c'est la continuation de la même politique. Cela va avec la décrispation que le gouvernement promet à la droite. Cela va avec la baisse des impôts en pourcentage, qui, tout comme les augmentations en pourcentage, favorise les plus hauts revenus. Pendant qu'on aura repris dix fois aux petits salariés, par

l'augmentation des tarifs publics et du coût de la vie, les quelques centaines de francs annuels dont on aura réduit leurs impôts, c'est un cadeau de millions d'anciens francs que le gouvernement fait individuellement à tous les bourgeois. Et on comprend que le Parti Communiste n'ait pas voulu continuer à associer son nom à cette politique, même s'il ne s'est retiré qu'une fois que sa participation pendant trois ans avait permis d'en arriver là.

Mais ce qui s'est passé chez Citroën doit au moins nous apprendre qu'aussi bien le patronat que le gouvernement craignent beaucoup les travailleurs.

Parce que pourquoi toute cette stratégie quasiment militaire ? Pourquoi avoir eu tellement peur d'annoncer ces licenciements après le retour des travailleurs ? Pourquoi tous ces grillages pour éviter que les licenciés puissent rejoindre dans leur usine leurs camarades de travail ?

Pourquoi tous ces efforts ? Pourquoi toute cette présence et cette armada policière ? Eh bien tout simplement parce qu'ils craignent les réactions des travailleurs.

Malgré la menace du chômage, malgré la démoralisation des travailleurs trahis par le Parti Socialiste, par le Parti Communiste aussi, et par des syndicats qui ne les ont pas défendus depuis trois ans et qui maintenant vont se diviser, les uns se mettant ouvertement dans le camp du gouvernement et les autres se prononçant contre sa politique, eh bien, malgré cela la direction Citroën avait peur de la solidarité entre travailleurs, licenciés ou pas. Elle avait peur — et le gouvernement aussi — que Citroën s'enflamme, comme Talbot, et qui sait, enflamme d'autres usines menacées elles aussi par des licenciements. Oui, Citroën nous prouve, même si les travailleurs de là-bas ont dû passer par les chicanes de la direction, que la bourgeoisie, malgré tout son argent, et

le gouvernement, malgré tous ses flics, ont peur des travailleurs. Et finalement, ils ont raison, parce qu'en obligeant les travailleurs à baisser la tête, à s'humilier pour aller au travail, ils sèment une haine tenace, profonde.

Ils montrent, malgré toutes les phrases prétendument sociales, voire socialistes, que tout exploiteur rêve de camp de concentration en regardant ses usines. Et cette haine que le patronat de chez Citroën et le gouvernement prétendument socialiste sont en train de semer brisera, quand elle explosera, non seulement les grillages de Citroën, non seulement les cordons de CRS, mais brisera aussi toutes les chaînes de l'exploitation et la domination du capital. Dans la crise, l'exploitation capitaliste devient toute nue, elle a pour seul vêtement des barbelés et des flics. Au moins comme cela nous ne nous trompons pas d'adversaire.

Editorial des bulletins d'entreprise du 3/9/84.

CREUSOT-LOIRE :

Le gouvernement au secours des capitalistes contre les travailleurs

Le gouvernement vient de donner son accord à un plan de reprise de Creusot-Loire qui illustre clairement sa politique : mettre les fonds publics à la disposition des intérêts privés et aider les capitalistes à rentabiliser sur le dos des travailleurs, en autorisant des milliers de licenciements.

En quoi consiste ce fameux plan de reprise ? D'abord à ne pas tout reprendre !

DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS

En effet, la proposition actuelle ne concerne pas de nombreux secteurs du groupe (la chaudronnerie de l'usine de Chalon-sur-Saône, les aérofrigorifères de Nantes, le matériel de travaux publics — Pinguély et Haulotte —, les entreprises Delattre-Levivier, Instruments SA, etc.). Pour l'instant donc, plusieurs milliers d'emplois sont menacés de ce côté.

Mais, de plus, tout le personnel des secteurs « repris » ne sera pas maintenu. Il est question aussi de 1 800 licenciements au Creusot même, soit 1/3 des effectifs, et de 940 supplémentaires dans l'année au cas où les affaires ne s'arrangeraient pas.

Et cela sans compter les licenciements chez les nombreux sous-traitants que la faillite de Creusot-Loire risque de provoquer.

UNE REPRISE PRIVÉE AVEC DES FONDS PUBLICS

Le gouvernement, dans son désir de plaire au public de droite et au patronat, insiste bien sur le fait que c'est un groupe privé qui pilote l'opération. Il s'agit en effet de Fives-Cail-Babcock (FCB). Mais le montage associe étroitement les intérêts privés et les fonds publics, en affichant quasi ouvertement le but de l'opération : permettre à ces capitalistes privés de récupérer sans risque aucun les secteurs rentables de Creusot-Loire.

Fives-Cail-Babcock détient 25,5 % du capital de la nouvelle société, à égalité avec Framatome (ancienne filiale de Creusot-Loire qui deviendrait société-mère de la nouvelle entreprise). Usinor (nationalisé) y sera pour 15 % et 4 banques

nationalisées (le Crédit Lyonnais, la BNP, la Société Générale et la Banque de l'Union Européenne) se partageront le reste.

Les nouveaux associés devront réunir 250 millions de francs. Mais déjà, Fives-Cail-Babcock (pourtant déclaré « pilote ») prétend qu'il n'a pas d'argent à mettre dans cette affaire. Ce sont donc ses partenaires publics qui lui feront l'avance, c'est-à-dire les banques nationalisées et Usinor.

A ce sujet, le journal *Les Echos* du 3/9, qui reflète le point de vue patronal, fait lui-même état de la « surprise des observateurs » : « chacun sait que le groupe sidérurgique (Usinor) aligne perte sur perte, tandis que Fives-Cail-Babcock ne manque pas de liquidités ». Mais il est clairement entendu que FCB ne prendra aucun risque dans cette affaire.

Cela n'empêche pas la proposition de prévoir expressément la possibilité pour Fives-Cail-Babcock de reprendre, dans un an, la majorité des actions de la nouvelle société, si les affaires vont mieux. C'est-à-dire en fait de s'assurer la plus grande part des bénéfices éventuels. Quant au journal financier *La Vie Française*, il parle du « joli coup » de Fives tout en soulignant « les exigences financières et sociales » du P-DG du groupe.

LE GOUVERNEMENT CÈDE A NOUVEAU DEVANT LE CULOT DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

En juin dernier, quand l'affaire Creusot-Loire a éclaté au grand jour, Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, s'était déclaré choqué devant le « comportement scandaleux » des dirigeants du groupe. Devant l'évidence, il avait souligné publiquement combien il était inadmissible de séparer les bénéfices de certaines sociétés du groupe des pertes de Creusot-Loire. Et il avait fustigé la « mauvaise gestion » des dirigeants d'Empain-Schneider.

Le même Fabius, aujourd'hui Premier ministre, donne son accord à une opération où le même groupe Empain-Schneider (« mauvais gestionnaire »), après avoir laissé tomber Creusot-Loire, va finalement tout de même récupérer un des secteurs les plus rentables du groupe.

En effet, parallèlement à l'opération pilotée par Fives-Cail-Babcock, l'entreprise Jeumont-Schneider, filiale d'Empain-Schneider, va reprendre de son côté, pour 50 millions de francs, le secteur ferroviaire de Creusot-Loire, c'est-à-dire l'unité de Traction du

Creusot (550 personnes) — qui s'occupe du TGV — plus l'entreprise Carel et Fouché (900 personnes) et les Constructions Ferroviaires du Mans (350 personnes), filiales de Creusot-Loire. Il faut dire qu'il y a à la clé un contrat en cours pour le métro de New York, plus la livraison de 400 wagons pour les chemins de fer algériens.

Donc, une belle opération pour Empain-Schneider, qui laisse d'un côté 5 ou 6 milliards de dettes dans la faillite de Creusot-Loire — dettes qui seront d'une manière ou d'une autre à la charge de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables — et qui récupère de l'autre, pour pas grand-chose, une des parties les plus juteuses de ce qu'il abandonne.

Et tout cela le plus légalement du monde, avec l'accord des pouvoirs publics, simplement au terme d'une série de réunions et de concertations entre les parties intéressées.

La façon dont le gouvernement court au-devant des souhaits des capitalistes dans cette affaire, en les aidant à se débarrasser des travailleurs et des entreprises qui les encombre, montre plus clairement que les longs discours dans quel camp ce gouvernement se place : celui des capitalistes licenciés.

Claude CHARVET

Au Creusot :

Les travailleurs se mobilisent contre la menace de plus de 2 000 licenciements

Au Creusot, après l'annonce de plus de 2 000 licenciements il y a dix jours, entre 3 000 et 4 000 travailleurs de Creusot-Loire du Creusot, sur les 6 000 salariés de l'entreprise, étaient présents lors des 3 rassemblements proposés par les syndicats, et la grande majorité des travailleurs ont suivi les différents mots d'ordre de grève.

La maîtrise et la direction contre le projet

Le lundi 27 août, dans les différents ateliers de l'usine, les contremaîtres et chefs d'équipe ont rassemblé les ouvriers pour leur annoncer la décision prise par la direction de Fives-Cail-Babcock, Framatome et Usinor, de reprendre Creusot-Loire après avoir supprimé 2 170 emplois. Ces suppressions se répartissent ainsi : en Energie, 1 300 suppressions de postes, soit 50 % de l'effectif actuel ; à Sertra (service d'intérêt commun), 400 suppressions d'emplois, soit 80 % de l'effectif ; à la fonderie de Montchanin, 140 suppressions d'emplois, soit 100 % de l'effectif ; au service Métallurgie, 330 suppressions d'emplois, soit 25 % de l'effectif. Au total ce seraient donc 2 170 emplois qui seraient supprimés. Des mesures exceptionnelles permettraient à des travailleurs de partir en préretraite à l'âge de 50 ans et même 49 ans, mais les travailleurs concernés seraient une toute petite minorité, puisque pratiquement tous les travailleurs de plus de 50 ans sont déjà partis. Le chiffre de licenciements annoncé varie entre 1 800 et 2 000.

Tout en annonçant les licenciements, une bonne partie des cadres et chefs d'équipe ont entraîné les ouvriers à engager la lutte. Certains proposaient une action spectaculaire en allant bloquer la gare TGV à Montchanin. C'est donc une bonne partie de l'encadrement et de la maîtrise de l'usine du Creusot qui a pris l'initiative de la riposte dès la fin août. Le jeudi 30 août, devant près de 3 000 travailleurs rassemblés devant la mairie du Creusot, le directeur des 5 établissements du Creusot, monsieur Charnet, s'est insurgé violemment contre la reprise de Creusot-Loire par Fives-Cail, qu'il considère comme « un grand fossoyeur d'entreprises en difficultés ». Il a tenté de démontrer que l'entreprise est viable, disant : « Creusot-Loire est malade, mais le noyau dur de Creusot-Loire est sain et fait des bénéfices. 800 suppressions d'emplois seulement sont

nécessaires et pourraient être solutionnées de manière douce ».

Les syndicats CGT, CFDT et CGC tiennent, avec plus ou moins de nuances, l'argumentation du directeur de Creusot-Loire qui a décidé, de son côté, le paiement d'une heure d'information à tous les salariés mercredi 29 août, le paiement de 3 heures de grève le jeudi 30 août, et a accordé 20 heures de délégation supplémentaires à tous les délégués syndicaux.

L'occupation de la gare de Montchanin

La journée d'action du lundi 3 septembre a été largement suivie, puisque l'usine a été quasiment vide toute la journée et que près de 4 000 personnes ont occupé la gare du TGV de Montchanin de 11 h à 18 h le soir.

Le matin du lundi 3 septembre, le rassemblement avait lieu à 9 h devant le marteau-pilon. Les délégués syndicaux ont proposé soit d'occuper Framatome, soit d'occuper la gare de Montchanin, et proposé un vote à main levée. Il était impossible de compter les mains levées, mais la proposition d'aller à la gare a soulevé le plus d'approbations. Près de 200 personnes ont suivi la manifestation de 6 km pour aller à la gare. La majorité s'y est rendue en voiture. En arrivant sur place, beaucoup étaient déçus de constater que le TGV ne passerait pas car il avait déjà été détourné.

Mais tout le monde est resté jusqu'au soir. Beaucoup de ceux qui étaient rentrés chez eux à midi sont revenus avec leurs femmes et leurs enfants. L'annonce à 13 h que la gare de Chalon était bloquée par les travailleurs de Creusot-Loire Chalon a été accueillie avec enthousiasme.

L'occupation s'est déroulée l'après-midi dans une atmosphère détendue et c'étaient les retrouvailles après les vacances. Tout le monde discutait par petits groupes, assis au soleil sur les pelouses de la gare. Il y avait un grand nombre de contremaîtres, de chefs d'équipe ou d'ingénieurs qui saluaient ou discutaient avec les ouvriers de leur atelier ; et un certain nombre d'ouvriers, bien qu'un peu méfiants, étaient plutôt satisfaits de voir la maîtrise à leurs côtés devant la menace d'être mis à la porte : « Enfin, ils se rendent compte qu'ils sont dans la même situation que nous et il n'est pas trop tôt qu'ils changent d'attitude ».

L'après-midi s'est passée dans l'attente. Les syndicats



essayaient d'obtenir par l'intermédiaire du préfet, venu sur place, la décision du gouvernement d'ouvrir des négociations.

Les syndicats contestés

Quand, à 18 h, les syndicats ont annoncé que ces négociations auraient lieu à partir du lendemain mardi et qu'il fallait désormais quitter la gare, ce fut un tollé de protestations. Personne ne bougeait et il a fallu une heure de discussions et une manœuvre des délégués syndicaux pour que la gare soit évacuée : le responsable CGT a proposé que ceux qui étaient pour rester restent à l'intérieur de la gare et que ceux qui étaient pour arrêter l'action et la reprendre le lendemain sortent de la gare. Puis il est sorti lui-même, suivi par l'ensemble des responsables CGT, CFDT et CGC. Près de 200 personnes sont restées à l'intérieur, dont une grande partie étaient fous de rage, hurlant que ce n'était pas quand on commence enfin à faire quelque chose et quand on est nombreux qu'il faut se disperser : « On va se faire avoir, ça fait des semaines qu'on se fait mener en bateau ». Sur le quai, des ouvriers prenaient à partie individuellement les militants CGT et CFDT revenus pour les inciter à quitter les lieux, et 6 ouvriers étaient assis sur les voies, refusant d'en bouger. Finalement, les deux responsables locaux CGT et CFDT sont venus une demi-heure plus tard, suivis d'une trentaine de policiers, et c'est alors que tout le monde a quitté la gare, vers 19 h 30. L'un de ceux qui étaient restés sur la voie expliquait : « Je sais que ça ne sert à rien d'être restés à quelques-uns, mais c'était pour voir ce qu'allaient faire les militants de la CGT. Eh bien regardez : ils avaient décidé, eux, qu'on partirait à 18 h, et nous on n'a rien à dire. On est juste bons à suivre les ordres. Si on ne les suit pas, c'est avec la police qu'ils viennent nous chercher ! Ils ne sont pas avec nous, ils nous trahissent ! ».

Le lendemain mardi 4 septembre à 14 h, le rassemblement prévu devant la mairie du Creusot a rassemblé environ 3 000 personnes. Tout le

monde était tendu, plus que le lundi, et écoutait avec attention les interventions des syndicats, qui pourtant n'avaient pas grand-chose de nouveau à dire, si ce n'est que des négociations étaient engagées. Ils ont proposé comme action pour l'après-midi soit d'occuper symboliquement la mairie, soit d'aller devant Framatome pour exiger qu'une délégation soit reçue par la direction de Framatome afin qu'elle s'explique sur les licenciements prévus.

Finalement, c'est cette proposition qui a été décidée, bien que beaucoup n'aient rien entendu. 500 personnes environ ont parcouru les 2 km pour aller devant Framatome et sur place près de 2 000 personnes attendaient, venues en voiture. Puis ce fut de nouveau l'attente pendant plus d'une heure et demie. Mais beaucoup étaient soucieux et peu discutaient.

Quand les délégués sont revenus pour dire qu'ils n'avaient pu contacter aucun interlocuteur et proposaient un nouveau rassemblement pour le jeudi suivant, tout le monde est parti en silence, visiblement déçu ou agacé d'avoir encore attendu pour rien.

Et maintenant ?

Le jeudi 6 septembre, un nouveau rassemblement est prévu à 14 h, auquel doivent se joindre les travailleurs de Creusot-Loire Chalon. Les travailleurs seront probablement aussi nombreux à l'appel des organisations syndicales, mais il est clair qu'une minorité exprime clairement que ce n'est pas de rassemblements en manifestations qu'on évitera les licenciements, mais qu'il faudrait être plus déterminés, et que de toute façon, dans cette situation où des milliers d'autres travailleurs sont touchés par les licenciements, comme dans l'automobile ou les charbonnages, c'est une riposte d'ensemble des travailleurs qui serait nécessaire pour faire reculer les patrons sur les licenciements.

Triage la Folie à Nanterre :

politique d'économie de personnel à la SNCF : un blessé grave.

Vendredi 31 août, un grave accident a eu lieu sur le triage de la Folie à Nanterre. Un locotracteur (locomotive de manœuvre) et un train de marchandises se sont percutés alors qu'ils allaient à la rencontre l'un de l'autre sur la même voie. Le conducteur du locotracteur a été très grièvement blessé à la tête, et a dû être emmené à l'hôpital. Son locotracteur avait reculé de quelque 25 mètres sous le choc !

Bien sûr, la direction va chercher, comme elle en a l'habitude, à se disculper. Elle a d'ailleurs déjà commencé à vouloir le faire.

Pourtant la responsabilité, toute la responsabilité de la direction est engagée dans cet accident.

L'accident a eu lieu à 14 h 29 alors qu'un poste dans l'équipe de manœuvre a été supprimé pendant l'été entre 14 h et 15 h 30. Et devant les protestations des cheminots et des délégués CGT et CFDT, la direction avait répondu : « La charge de

travail ne justifie pas un cheminot en plus ».

Eh bien, voilà ce qui arrive lorsqu'il y a un agent pour faire le travail de deux. On ne peut à la fois accrocher les wagons et diriger la manœuvre d'un locotracteur, même si celui-ci va au pas puisque le loco allait à 10 km/h et le train de marchandises à 20 km/h.

De plus, le chef de service (agent qui « supervise » le triage) avait repris le travail tout juste revenant de vacances. Il ne savait pas à l'avance où il devait aller à sa reprise de travail puisque c'est à 14 h 15 qu'il a embauché. Or il y a une vingtaine de notes de sécurité qu'il aurait dû consulter avant de commencer le travail.

Pour les cheminots présents et tous ceux qui apprennent la nouvelle, il ne fait aucun doute que « cela ne peut pas se passer comme cela ». Et en tout cas, il n'est pas question d'accepter que la direction cherche un « bouc émissaire » dans cette affaire.

Correspondant LO

MASSEY-FERGUSON
(Marquette-lez-Lille)

Fermeture de l'usine : redémarrage de l'action

Depuis bientôt trois mois, l'usine Massey-Ferguson de Marquette est fermée.

Près de 1400 travailleurs, ouvriers, techniciens et cadres, sont au chômage partiel total.

Nous touchons aux Assedic 60 % de notre salaire. Nous sommes considérés comme demandeurs d'emploi, tout en n'étant pas licenciés économiques.

La direction n'envisage pas de redémarrer l'entreprise. Tout laisse penser que Massey veut liquider l'usine.

En février 1984, après huit mois de lutte, de débrayages, de manifestations et d'occupations de l'usine, Massey avait réussi à licencier près de 800 travailleurs. Mais cela ne s'était pas fait sans mal, car nous étions un certain nombre,

décidés à ne pas nous laisser faire.

Aujourd'hui, la direction cherche à manœuvrer autrement. Elle laisse pourrir la situation. Les travailleurs restent dans l'incertitude la plus complète. Elle compte ainsi écœurer tout le monde, isoler les travailleurs dispersés dans toute la région. Les conditions sont plus difficiles pour engager l'action.

Cependant, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO reste mobilisée. Par courrier elle a convoqué l'ensemble des travailleurs à un rassemblement devant la préfecture de Lille, le mardi 4 septembre. Le préfet de Lille avait demandé à l'intersyndicale de ne pas tenir le rassemblement à cet endroit, pour « éviter des problèmes ».

A ce rassemblement, environ 250 travailleurs sont venus. Les contacts ont juste été repris, mais nous n'avons pas l'intention d'en rester là. Dans les jours à venir, les travailleurs de Massey vont faire parler d'eux. Les patrons, le gouvernement et ses flics vont avoir du fil à retordre. Dans l'immédiat, nous allons diffuser des tracts dans les rues, les quartiers et à la porte de plusieurs entreprises. Nous sommes plusieurs à penser que, si nous engageons la lutte, nous ne devons pas rester isolés. Après tout, notre situation n'a rien d'original. Alors, pourquoi ne pas envisager une réaction commune de tous ceux touchés par les licenciements, afin de se retrouver plus nombreux face aux patrons et à leurs larbins du gouvernement ?



L'usine lors d'une occupation en février dernier. (AFP)

FUSALP

Des ouvrières en colère

Fusalp : une entreprise qui fabrique des vêtements de ski, à Albertville en Savoie, a fermé ses portes en janvier dernier. Depuis cette date, quelques travailleurs et travailleuses — l'entreprise employait surtout des femmes — occupaient les locaux et veillaient sur le stock de vêtements, évalué à 22 millions de francs. Et tous les employés refusaient la solution des cadres, qui voulaient reprendre la société en ne gardant que 115 salariés sur 546.

Lundi 3 septembre au matin, un commando d'une vingtaine de gros bras, armés de barres de fer, est venu expulser les occupants, et a été ensuite rejoint par trois membres de la direction.

Comme le déclarait la déléguée CFDT interrogée par Antenne 2, devant le nombre et la force, les ouvrières ont dû céder. Mais si depuis huit mois « on a dit aux filles d'être responsables et de ne rien faire d'illégal », précisait-elle, main-

tenant, pas question de se laisser intimider par ces cadres, « ces pourris qui ont mis dix ans à couler l'entreprise ». « Qu'ils y viennent », ajoutait-elle, à l'adresse des cadres enfermés dans l'usine... Et un rapide coup d'œil sur les ouvrières installées devant les bâtiments, bâton ou manche de pioche à la main, faisait comprendre qu'elles n'avaient effectivement pas l'intention de se laisser faire.

Sylvie MARECHAL

SNECMA (Gennevilliers)

Note de service... militaire

A notre dernière feuille de paye du mois d'août, la direction de Gennevilliers avait fait ajouter une note adressée à tout le personnel masculin. Sur cette note, elle demandait à tous ceux qui, en cas de guerre, ont une affectation particulière de se signaler au service du personnel avant le 28 septembre. Les autres devaient aussi se faire connaître au bureau du personnel, afin d'avoir la possibilité de rester travailler sur le centre, toujours en cas de conflit.

Certains d'entre nous voient là la possibilité de rester pas loin de leur famille en cas de guerre. Solution peu rassurante quand on sait que, pendant la dernière guerre, c'est une grande partie de l'usine qui a été détruite et que, comme beaucoup d'objectifs militaires, les usines d'armement sont particulièrement visées. Dans sa note, la SNECMA nous a rappelé à tous que nous travaillons depuis des années pour la guerre, que le civil n'est qu'une partie de la

production de la société, qui de tout façon n'est pas la raison d'être de la SNECMA.

Mais dans les propositions de la direction il n'y a qu'une alternative : mourir sous les bombes dans l'usine, ou laisser sa peau sur le champ de bataille.

Il y a une autre éventualité : c'est de nous emparer de leur stock d'armement et de les employer à bon escient, pour réduire au silence les marchands de canons et autres fauteurs de guerre.

ECHOS DES ENTREPRISES...

**Quand même,
ce que c'est
que d'être chef !**

Au Centre 2, notre « grand chef » prend sa retraite. Pour cet événement, on a droit à tout le tintouin et le tralala, plus le gueuleton.

Seulement voilà, pour financer tout cela il faut des gros sous. Pour ce faire, l'administration fait appel au peuple, à ses bons sentiments, mais aussi à son porte-feuille. Car voyez-vous l'ingrate, elle est plus prolix en médailles et breloques en tout genre, même en chocolat, qu'en espèces sonnantes et trébuchantes.

Nous avons même eu droit à un numéro de CCP pour verser notre modeste obole. Comment on fait, pour les boutons de culotte et les trombones ?

Extrait du bulletin de Lutte Ouvrière Chèques Postaux, La Source

**Tu pointes...
ou tu tires ?**

Il restait 180 ouvriers en normale à passer en horaire variable. Désormais c'est fait. Et la direction ne s'est pas trop fait tirer l'oreille, car en fait c'est elle qui en tire profit. Les pendules de pointage installées aux portes des ateliers, les ouvriers doivent pointer en tenue de travail.

Soit. Nous pouvons alors laisser un choix à la direction : ou elle installe des machines sur lesquelles nous pouvons travailler en costume de ville, ou elle installe des restaurants et des vestiaires avec douches, toilettes, etc., dans chaque atelier.

De toute façon, nous, nous n'avons pas l'intention de donner notre temps à la direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNECMA - Corbeil

**Dépôt :
nouvelles fosses,
ça coince**

L'année dernière, la direction a fait agrandir une partie de l'atelier et fait prolonger les fosses.

Ces nouvelles fosses sont moins profondes. Pourquoi ? Mystère. En tout cas, ce qui n'est pas mystérieux, c'est le mal aux reins que nous avons quand nous travaillons dans ces fosses.

Jusqu'à maintenant, la direction a fait la sourde oreille. Mais cela se soigne, comme le mal aux reins ! On peut aller voir le médecin du travail ensemble.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Tours-Saint-Pierre

Devinette

Quel est le seul point commun entre la navette américaine et le 2^e étage de Paris 18 ?

Tous les deux ont leurs WC hors d'usage... Mais la différence, c'est que c'est une nouveauté pour la navette, alors que chez nous ça devient une habitude.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Paris 18^e

**Lucky Luke !
Voilà les Dalton !**

Jeudi passé, au magasin, nous avons aperçu les individus chargés « d'étudier » nos postes. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils donnent l'air d'avoir bien étudié les leurs.

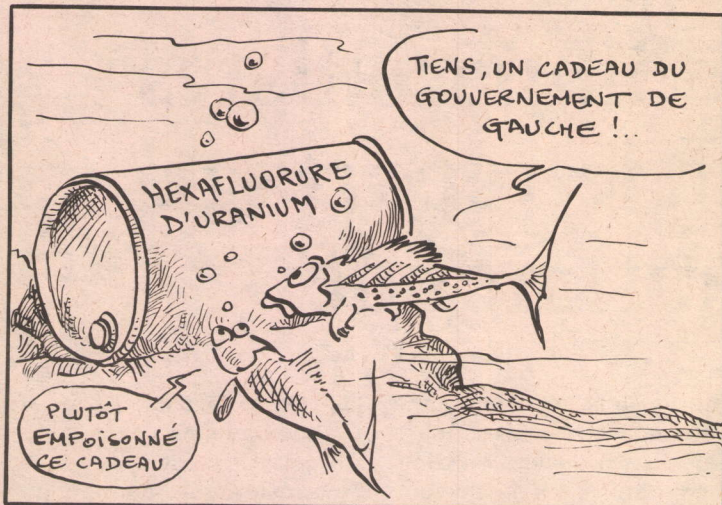
A quatre, il y en a tout juste un pour causer, un pour le stylo, un pour la feuille de papier et le dernier peut-être pour étudier le poste des trois premiers...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SPECIA Saint-Genis Laval

Encore des vagues

A propos du naufrage du *Mont-Louis*, les autorités françaises ont été plutôt discrètes. Tout nous a été divulgué au compte-gouttes. Et encore, ce ne sont pas les autorités qui ont levé le voile, mais Greenpeace. Il a fallu dix jours pour que l'on annonce officiellement ce qu'il y avait dans la cargaison du *Mont-Louis*. Du côté ministère, on nous disait toujours qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir, ni risque de radioactivité, ni risque chimique.

Mais on a appris, toujours par Greenpeace, que les fûts ont été désarrimés durant la collision, qu'ils sont donc tombés pêle-mêle les uns sur les autres, avec les risques de fissure que cela comporte. On apprenait aussi par Greenpeace que trois conteneurs recelaient de l'hexafluorure enrichi. Information d'abord démentie... puis confirmée. On décelait également dans la cale du *Mont-Louis* un taux de fluor nettement supérieur



à la normale, information du porte-parole de la société de renflouage néerlandaise. Là aussi, démenti.

Toujours est-il que, malgré les risques de radioactivité annoncés nuls, les plongeurs ont été équipés de combinaisons spéciales, « anti-radiations et anti-corrosion ». Une plaque autour de leur cou enregistre la radioactivité. Un médecin spécialisé dans les affections cutanées se trouve en permanence à

bord du navire océanographique et un hélicoptère militaire se tient prêt à toute évacuation d'urgence.

Officiellement ce que l'on sait avec certitude, au moment où nous écrivons, c'est que le contenu des fûts est dangereux et qu'on ne sait pas quand ils pourront refaire surface. Rassurant ? Peut-être pour Huguette Bouchardeau. Mais c'est elle et son collègue Lengagne qui n'ont pas l'air fûtés.

Marie-Claude SOLAC

Suma ne fait pas suffisamment de beurre aux Minguettes

Dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 septembre, un centre SUMA du quartier des Minguettes, près de Lyon, a déménagé clandestinement. D'après la direction, c'est à cause de l'insécurité qui régnait dans cette banlieue et des attaques dont étaient victimes les employés qui ont, paraît-il, approuvé le déménagement. Il est vrai qu'un supermarché dans une zone d'habitation où une fraction de la population n'a pas de revenus, alors qu'elle a sous son nez tous les produits de consommation, est en soi une incitation permanente à la « fauche ». Etre vendeur ou caissier dans ces conditions, cela n'a rien d'agréable.

Mais on peut douter que ce soit la sollicitude envers les employés qui ait inspiré la direction.

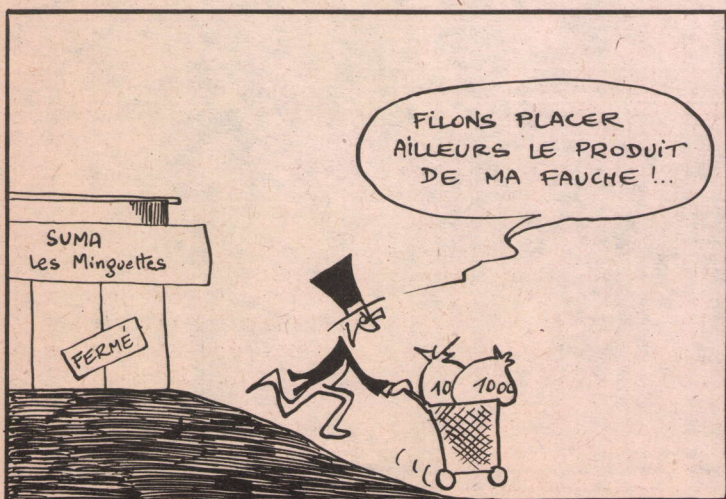
Les grandes surfaces savent protéger leurs marchandises et n'hésitent jamais devant les méthodes expéditives. Si l'insécurité était la seule raison, il ne reste-

rait pas beaucoup de supermarchés dans les banlieues.

En outre, dans ce quartier des Minguettes, la délinquance est en nette régression : en juin 1984, les plaintes ont diminué de 30 % par rapport à juin 1983.

Il y a sûrement d'autres raisons moins avouables à ce déménagement à la cloche de bois, comme la faible rentabilité de l'établissement. Un policier du commissariat local a d'ailleurs émis l'hypothèse qu'il s'agissait moins d'insécurité que d'un « redéploiement industriel ». « Redéploiement industriel » qui laisse aux patrons la possibilité, s'il y a de meilleurs profits à réaliser ailleurs, de fermer boutique, laissant la population se débrouiller pour faire ses courses loin de leur lieu d'habitation. Rappelons que SUMA, avec 6 000 employés, a fait six milliards de chiffre d'affaires en 1983.

Laurence VINON



Chère rentrée

Le coût de la rentrée scolaire n'aurait augmenté cette année « que » de 7,80 %, d'après la Confédération Syndicale des Familles (CSF), contre 10,2 % l'an dernier. Les journalistes se félicitent de la bonne nouvelle.

A y regarder de plus près, il n'y a vraiment pas de quoi crier victoire. Dans le même temps, d'après la CSF, le salaire moyen ouvrier, lui, aurait augmenté de 7,3 %, chiffre qui ne prend en compte évidemment que les ouvriers qui sont restés à l'heure et qualification égales. Nombreux sont ceux qui ont été contraints d'accepter une qualification plus basse, et beaucoup de salaires ont été amputés par le chômage technique. C'est dire que cette augmentation moyenne de 7,3 % n'a pas été perçue par tous les ouvriers, loin de là.

L'allocation de rentrée aux familles modestes n'a été revalorisée que de 4,75 % passant de 259,80 F à 309,86 F — alors que le coût pour un élève entrant en 6^e est estimé à 1.282 F, et en 2^e technique à 3 126 F !

Les allocations familiales ont augmenté de 6,13 % et la part des bourses dans les collèges reste inchangée depuis six ans.

Selon les chiffres publiés dans la presse, la rentrée s'élèvera à 51,8 % du revenu mensuel d'un smicard ; pour une famille de trois enfants avec deux salaires légèrement supérieurs au SMIC, elle s'élève à 36,6 %. Sans parler évidemment des chômeurs, pour qui la situation est encore plus difficile : un chômeur en fin de droits touche aujourd'hui ce que coûte la rentrée d'un élève en 6^e !

Pas de quoi pavoiser côté gouvernement en cette rentrée qui, au moment du tiers provisionnel, grèvera encore plus lourdement les budgets les plus modestes.

L.V.

Un pouvoir d'achat qui baisse

L'hebdomadaire de la CGT, *La Vie Ouvrière*, dans sa parution du 3 septembre a tenté de mesurer, pour certaines branches, la perte de pouvoir d'achat qui s'est accumulée au cours de ces derniers mois, étant donné le retard et le faible niveau des réajustements de salaires par rapport à la hausse des prix. A chaque fois, la CGT a fait deux calculs, en comparant l'évolution des salaires à l'indice INSEE des prix pour le premier, à l'indice CGT pour le second.

En matière de baisse de pouvoir d'achat, le gouvernement a montré l'exemple : d'après *La Vie Ouvrière*, dans l'administration, un rédacteur contrôleur, 2^e échelon, 5.455,78 F de traitement brut, a perdu 563 F (indice INSEE) ou 967 F (indice CGT) en 7 mois. Un préposé des PTT, dont le traitement brut est de 4.608,48 F, a perdu 481 F (indice INSEE) ou 813 F (indice CGT). Une aide-soignante des hôpitaux publics, dont le traitement brut est de 5.641,99 F, a perdu 600 F (indice INSEE) ou 1.011 F (indice CGT).

Dans la chimie, les hausses de salaires prévues sont 2,5 % en mars dernier et 1 % en septembre ; dans le pétrole, 2 % en mai et 2 % en décembre applicables en janvier 1985. La CGT chiffre à 2.500 F sur les sept premiers mois de l'année la

perte de pouvoir d'achat d'un ouvrier qualifié du pétrole qui gagne 8.000 F par mois.

Dans le textile, le pouvoir d'achat qui avait déjà baissé l'année dernière subit une nouvelle dégradation cette année, la revalorisation des salaires étant inférieure à 5 % et étalée de mars à octobre. C'est une des branches où de nombreux travailleurs voient leur salaire rattrapé par le SMIC. Or le SMIC lui-même ne suit pas la hausse des prix, pas même celle calculée par l'indice INSEE (perte de pouvoir d'achat de 314 F depuis janvier 1983), à cause du retard avec lequel interviennent les réajustements. Par rapport à l'indice CGT, la perte du pouvoir d'achat du SMIC est de 1.408 F pour la même période de 18 mois.

A côté de la baisse du pouvoir d'achat des salaires individuels, il faudrait aussi tenir compte du fait qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs ont un salaire en bas de l'échelle. Il faudrait compter aussi les conséquences du chômage, de la charge croissante des impôts et des cotisations sociales pour les salariés, toutes choses qui contribuent parallèlement à ce que le patronat et le gouvernement diminuent le niveau de vie des travailleurs.

Jean SANDAY



FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• DIJON

Le samedi 15 septembre à partir de 19 h et le dimanche 16 septembre à partir de midi au Parc des Cèdres (Quetigny).

Samedi soir, dîner-spectacle animé par le Théâtre en Bulle, suivi d'un bal. Dimanche midi, banquet champêtre animé par Marylène et Patrick Bullier. A 16 h, une pièce de Dario Fo (*Faut pas payer*) par le Théâtre du Claquin. En soirée, bal animé par Radio-Dijon-Stereo.

• LYON

Samedi 15 septembre à partir de 16 h et dimanche 16 septembre de 14 h à 20 h. Terrain de Merlo à Oullins (Bus n° 14) avec :

Les Madjumbé (groupe afro-antillais), des clowns, Roger Cuono et ses orgues de barbarie. Jacques l'accordéoniste... Bal le samedi soir.

• ORLÉANS

Dimanche 16 septembre à partir de 10 h. Centre de Loisirs de Saint-Jean-de-Braye (Route de Pithiviers).

Il y a 45 ans, septembre 1939
La Deuxième Guerre mondiale

Un conflit entre impérialistes pour le repartage du monde

Tout juste une semaine après les cérémonies de commémoration de la libération de Paris en août 1944, le 1^{er} septembre marque le quarante-cinquième anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'armée allemande, suivie de l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre.

A cette occasion, la télévision a remontré les images de l'armée allemande franchissant la frontière polonaise, la France et l'Angleterre étant présentées comme les défenseurs de la liberté qui volèrent au secours du peuple polonais.

Le régime nazi, au pouvoir en Allemagne depuis janvier 1933, était certainement la dictature la plus barbare d'une Europe dont la majorité des pays étaient des dictatures. Il s'était érigé en écrasant dans le sang tout le mouvement ouvrier et en réprimant tout mouvement d'opposition. Il était sans conteste un des régimes les plus haïssables.

S'appuyant sur ces sentiments, les gouvernements des pays occidentaux en guerre contre l'Allemagne présentèrent alors la guerre qui commençait comme la guerre des démocraties contre le fascisme.

A nouveau, la lutte pour le partage du monde

Mais en fait, si septembre 1939 marquait une extension capitale du conflit, les agressions et combats de la Deuxième Guerre mondiale avaient commencé depuis le début de la décennie, et toutes ces années avaient montré que ce n'était certainement pas en fonction de la défense de la démocratie ou de la liberté des peuples que quelque pays que ce soit se déterminait.

La guerre se faisait pour les intérêts de la classe dominante de chaque pays, et la forme politique des régimes n'avait que peu de choses à voir avec les alliances contractées.

La Première Guerre mondiale s'était soldée par la défaite de l'Allemagne, qui s'était vue privée, lors du traité de Versailles en 1919 et d'autres traités qui ont suivi, de toutes ses colonies, de plusieurs parties de son territoire, et contrainte de payer des réparations de guerre importantes. L'Italie et le Japon, impérialismes récents et en pleine expansion, officiellement dans le camp des vainqueurs, se voyaient écartés du partage de la dépouille des vaincus, les pays les plus forts militairement, la France et la Grande-Bretagne, se réservant quasiment tout le gâteau.

L'Allemagne se trouvait, encore plus qu'avant la Première Guerre mondiale, dépourvue des sources de matières premières nombreuses et bon marché, de la main-d'œuvre abondante et sur-exploitée et des débouchés pour les capitaux que représentait leur empire colonial pour les vainqueurs. Le Japon et

l'Italie, dans une moindre mesure, se trouvaient dans la même situation.

La crise de 1929 eut dans ces pays des résultats bien plus catastrophiques que dans les autres pays capitalistes. L'économie fut quasiment asphyxiée.

Il devint alors vital pour la bourgeoisie allemande et pour la bourgeoisie des autres pays exclus du partage du monde, le Japon et l'Italie, de remettre en cause ce partage.

La prise du pouvoir par le fascisme en Italie, par le nazisme en Allemagne, et la dictature militaire au Japon, en brisant et embrigadant les populations, donnaient la possibilité aux bourgeoisies de se lancer dans l'aventure.

Déjà huit ans de guerres et annexions

En octobre 1935, l'armée italienne envahit l'Éthiopie, un des rares pays africains encore indépendants. La France et la Grande-Bretagne protestèrent, cette dernière un peu plus fortement, car elle avait des colonies à proximité et ne voulait pas que l'Italie les menace, mais en restèrent là.

De même la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ne firent rien pour s'opposer à l'occupation de la Mandchourie par l'armée japonaise en 1931. La population mandchoue tombait sous une oppression étrangère, mais les intérêts des autres pays impérialistes n'étaient pas touchés... D'autre part ils n'étaient pas mécontents de voir l'armée japonaise ainsi face à l'armée soviétique.

A partir de la Mandchourie, les armées japonaises envahirent progressivement la Chine,

contre laquelle elles entrèrent ouvertement en guerre en 1937, là aussi sans aucune réaction des pays soi-disant défenseurs de la démocratie. Les États-Unis, bien que craignant la concurrence du Japon, réalisaient pour l'heure d'excellentes affaires avec ce pays, lui fournissant de nombreuses matières premières indispensables à son effort de guerre.

En Europe, Hitler réarmait l'Allemagne et remilitarisait la Rhénanie, démilitarisée par le traité de Versailles.

En mars 1938, il réalisait « l'Anschluss », occupant l'Autriche qui était annexée à l'Allemagne sous le nom d'« Ostmark » (« Marche de l'Est »).

Puis, en septembre 1938, Hitler revendiqua le territoire des Sudètes, région de Tchécoslovaquie limitrophe de l'Allemagne et peuplée d'habitants d'origine allemande. La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'URSS rappelèrent des réservistes sous les drapeaux ; la Tchécoslovaquie mobilisa.

Les gouvernements français et anglais marchandèrent avec Hitler, lui proposant, sans tenir compte de l'avis du gouvernement tchèque et encore moins de celui des populations concernées, de se contenter des zones comportant plus de 50 % d'habitants d'origine allemande. Ils finirent par accepter rapidement toutes les exigences d'Hitler, ce qu'ils consacrèrent dans les accords de Munich signés le 30 septembre.

La conférence de Munich avait rassemblé des représentants de l'Allemagne, de l'Ita-

lie, de la France et de la Grande-Bretagne.

Aucun représentant de la Tchécoslovaquie, pourtant première concernée, ni de l'URSS, n'avait été invité.

La France et la Grande-Bretagne : détourner Hitler

L'attitude de la France et de la Grande-Bretagne a, ensuite, été dénoncée par la plupart des hommes politiques et des historiens de ces pays. Pour les uns, ce serait le fruit d'erreurs d'appréciation, pour les autres le résultat d'un manque de courage. En fait, au moment de sa signature, le pacte de Munich eut l'approbation de tout le monde politique, et les journaux rivalisaient de gros titres pour proclamer que « la paix est sauvée ».

La politique des gouvernements français et anglais correspondait à la situation des bourgeoisies de ces pays. Bourgeoisies repues, à la tête d'immenses pays coloniaux, elles ne voulaient aucun repartage du monde. Rien de meilleur pour elles ne pouvait sortir de la guerre. Face aux appétits de Hitler, représentant de l'impérialisme allemand, elles cherchaient à temporiser et à détourner ses ambitions vers l'est, du côté de la Russie soviétique.

Quelques mois plus tard, en mars 1939, l'armée allemande occupa le reste de la Tchécoslovaquie, qui fut partagée en deux : la partie occidentale directement sous contrôle allemand, la partie orientale, théoriquement indépendante, deve-

nait un État satellite. Au passage la Pologne, avec l'accord de l'Allemagne, en profitait pour s'attribuer quelques territoires de l'ex-Tchécoslovaquie.

En avril 1939, l'Italie occupa militairement l'Albanie, qui était déjà sous son influence.

En août 1939, Hitler brandit des menaces de plus en plus explicites contre la Pologne, alliée de la France et de la Grande-Bretagne.

Se rendant compte que l'affrontement avec l'impérialisme allemand risquait de devenir inévitable pour maintenir la situation imposée en 1919, les gouvernements anglais et français tentèrent alors un début d'ouverture vers l'URSS, sans lui donner réellement de suite. Car, jusqu'au dernier moment les gouvernements anglais et français gardèrent l'espoir qu'Hitler attaquerait l'URSS.

Finalement Hitler fit le calcul inverse et choisit de signer un pacte de non-agression et de collaboration économique avec l'URSS. Ce pacte comportait une clause secrète prévoyant le partage de la Pologne entre l'URSS et l'Allemagne, l'armée soviétique envahissant à son tour la Pologne le 18 septembre.

Ainsi, à l'automne 1939, plusieurs pays avaient été occupés, dont certains étaient des régimes de démocratie parlementaire semblables à ceux de France ou d'Angleterre, des peuples avaient été écrasés, étaient victimes de l'oppression et de la barbarie des nouveaux occupants, en Asie, en Afrique et en Europe, sans que les soi-disant « défenseurs de la démocratie » aient bougé.

La France et l'Angleterre, à la tête de vastes empires coloniaux dans lesquels elles faisaient régner une dictature féroce, étaient alliées à la Pologne, pays de dictature militaire où les pogroms antisémites étaient monnaie courante. Quant aux États-Unis, ils se tenaient en dehors du conflit, l'affaiblissement des pays européens faisant leur affaire... et faisant de bonnes affaires commerciales avec les commandes de guerre.

Philippe NATIER





Une guerre rendue possible par les échecs du mouvement ouvrier

Si, en 1914, la déclaration de guerre avait donné lieu à des manifestations d'enthousiasme d'une partie de la population dans les différents pays concernés, en 1939 il en allait bien autrement.

Personne ne croyait plus que ce serait une affaire vite réglée et qu'on allait bientôt revenir. La Première Guerre mondiale avait été un véritable carnage, encore bien présent dans tous les esprits : treize millions de morts civils, huit millions et demi de soldats tués et vingt millions de blessés. Personne n'avait oublié et personne n'avait envie de recommencer, quels que soient les efforts déployés par la propagande gouvernementale.

Vingt ans plus tôt, on avait juré que c'était la « der des ders », que jamais on ne recommencerait.

La fin de la guerre avait été marquée par une vague révolutionnaire, vague révolutionnaire qui avait renversé la bourgeoisie en Russie et fait trembler celles de tout le continent européen.

Et pourtant, en 1939, la mobilisation put se faire sans trouble, les gouvernements purent mettre des fusils entre les mains de millions de soldats sans trop redouter qu'ils ne les retournent contre eux.

Dans tous les pays, en Allemagne comme dans les pays de démocratie parlementaire, c'est résignés et abattus que les hommes partirent à la guerre, mais ils partirent.

DES DÉFAITES EN ITALIE, EN ALLEMAGNE...

Seule la classe ouvrière aurait pu se dresser contre la guerre et offrir une autre perspective à toute la population ; le renversement du capitalisme, l'abolition des frontières et la fraternité entre les peuples. Mais, alors que vingt ans plus tôt elle semblait sur le point de renverser le capitalisme en Allemagne, en Italie et dans toute l'Europe de l'Est, et qu'en 1936 elle connut encore une nouvelle montée en France et en Espagne, elle était en 1939 profondément brisée et démoralisée.

En Italie, la dictature de Mussolini, qui vint au pouvoir en 1922, avait été la réponse de la bourgeoisie à l'échec de la vague révolu-

tionnaire de 1919-1920. Les organisations ouvrières avaient été brisées et la terreur pesait sur toute la population. Il en était de même dans toute l'Europe de l'Est, où des dictatures sanglantes s'installèrent pratiquement partout au cours des années vingt.

Mais c'est en Allemagne que le mouvement ouvrier connut son plus grave échec. L'Allemagne était le pays qui possédait le plus fort mouvement ouvrier, les plus puissants syndicats et Partis Communiste et Socialiste du monde capitaliste, issus de cinquante ans de luttes de la classe ouvrière et notamment de la période révolutionnaire de 1918 à 1923. Les traditions anti-militaristes étaient fortes.

La victoire du nazisme en janvier 1933 brisa totalement le mouvement ouvrier. Les organisations ouvrières

furent démantelées, tous les militants assassinés ou jetés dans les camps de concentration.

Cette saignée et la chape de plomb qui s'abattit sur toute la population permirent à Hitler de lancer le pays dans l'effort gigantesque que représenta le réarmement du pays. Le régime nazi parvint à faire de l'armée allemande, quasiment inexistante en 1933 selon les clauses du traité de Versailles, l'armée la plus puissante d'Europe en 1939, et à la lancer dans la guerre.

William Shirer, qui se trouvait à Berlin au moment de l'entrée en guerre, en a décrit l'atmosphère dans son livre *Le Troisième Reich*. Le 27 août, le gouvernement allemand annonça des mesures de rationnement : « *Cette nouvelle, plus que toutes les autres, éveilla le peuple allemand à la conscience de l'imminence de la guerre, et son mécontentement devint parfaitement perceptible* », écrit-il. Le 31 août : « *Une atmosphère étrange planait sur Berlin : les gens donnaient l'impression d'être complètement hébétés* ». Enfin, le 1^{er} septembre : « *Après m'être promené dans Berlin et parlé avec l'homme de la rue, je notai ce matin-là dans mon journal : « Tout le monde contre la guerre. Les gens parlent ouvertement ».*

Contrairement à ce qu'on en dit souvent en France, la population allemande, malgré la propagande massive du régime nazi, était loin d'être favorable à la guerre. Une partie importante d'entre elle au moins la con-

sidérait comme une calamité. Mais la dictature nazie l'avait privée de toute possibilité de réagir et même seulement de s'exprimer.

...EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Brisée en Allemagne en 1933, la classe ouvrière aurait encore pu se dresser sur le chemin de la guerre en France et en Espagne, lors des mouvements de 1936. Une victoire de la révolution ouvrière dans un de ces pays aurait eu des répercussions immédiates dans les pays voisins. Elle aurait permis, en s'alliant à la classe ouvrière allemande, de renverser le régime nazi qui ne disposait en outre à cette époque que de peu de forces militaires.

En France la puissante montée de la classe ouvrière fut dévoyée par les partis du Front Populaire, Parti Socialiste et Parti Communiste. Au nom du soutien au gouvernement du Front Populaire, les partis ouvriers stoppèrent la vague de grèves et limitèrent la mobilisation des travailleurs à des problèmes revendicatifs. Pleine d'illusions, la classe ouvrière fut rapidement profondément déçue, le gouvernement s'empressant dès qu'il le put de récupérer tout ce qu'il avait dû céder.

Dès 1937, la classe ouvrière ne connut plus que défaite sur défaite, dans des combats dispersés. En novembre 1938, une grève générale se termina par une importante défaite ; la police intervint partout vio-

lemment pour expulser les grévistes des usines, des dizaines de milliers de travailleurs furent licenciés, beaucoup furent condamnés et emprisonnés après les affrontements avec la police. Deux ans après la grève générale de juin 1936, c'était le coup de grâce contre la classe ouvrière française.

En Espagne, c'est par la répression, des milliers d'arrestations et des centaines de morts que la révolution ouvrière fut écrasée, dans le camp républicain, au nom de l'unité de tous les démocrates en lutte contre la dictature de Franco. Et l'écrasement de la révolution ouvrière fut suivie de la victoire franquiste, après trois ans de combats meurtriers.

La victoire de Franco porta le dernier coup à la démoralisation de la classe ouvrière européenne, qui ne voyait plus aucune perspective de lutte.

Ainsi, dans les années trente, la classe ouvrière avait connu en Allemagne, en France et en Espagne, des défaites capitales dont elle n'était pas près de se relever. La résignation et la désorganisation avaient remplacé la combativité, la conscience et l'organisation qui étaient les siennes dans ces pays. Toute perspective révolutionnaire était écartée.

Alors, en 1939, quand la guerre éclata, les travailleurs, et par suite toute la population, ne virent pas par quel moyen s'y opposer. Ils ne virent pas d'autre solution que de subir une guerre qui se révéla encore bien plus meurtrière que la précédente.

Philippe NATIER

Sélection cinéma

Films récents...



A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT. de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Mistral 14^e. Montparnos 14^e. Convention 15^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e.

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

DON GIOVANNI. de J. Losey.

Film d'opéra d'après l'œuvre de Mozart.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.

UGC Biarritz 8^e (vo).

UNDER FIRE. de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

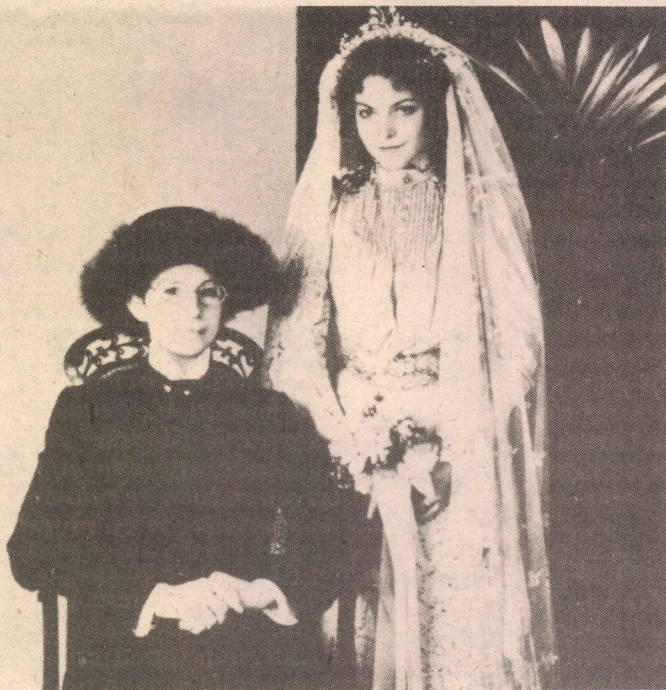
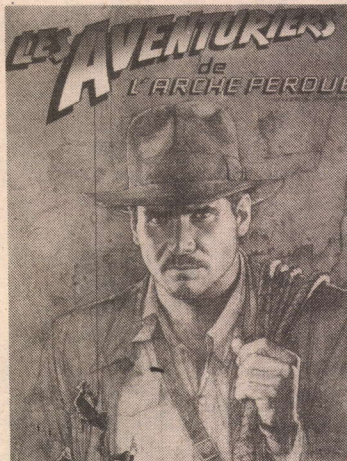
UGC Biarritz 8^e (vo). Studio 28 18^e.

... et moins récents

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE. de Steven Spielberg.

Là aussi, de l'aventure, de l'humour, du danger et bien sûr de l'amour.

Capri 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Paramount Odéon 6^e. Georges V 8^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.



YENTL. de et avec Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

UGC Opéra 2^e. Marbeuf 8^e (vo).

DIVA. de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un petit postier enthousiasmé par l'opéra et la Diva. Un film policier, plein d'humour, étrange et loufoque à la fois.

Rivoli Beaubourg 4^e. Cinémas 6^e (horaires spéciaux pour les 2 salles).

VICTOR, VICTORIA. de Blake Edwards.

Une comédie musicale un peu féministe, de l'humour et une très belle voix.

Reffet Quartier Latin 5^e (vo).



LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore Scola a filmé le spectacle du Campagnol.

Studio de la Harpe 5^e.

FAME. de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Action Rive Gauche 5^e (vo).

LA GUERRE DU FEU. de J.J. Arnaud.

Une vision sympathique des origines de l'homme.

Lucernaire 6^e.

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP. d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

St-Michel 5^e (vo).

UNE ETOILE EST NÉE.

La façon dont le show-business sélectionne une star. Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland.

Movies-les-Halles 1^{er} (vo). Cluny Palace 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Les Parnasiens 14^e (vo).

« Roar »

Un scientifique élève et étudie des lions et des panthères, avec lesquels il vit en pleine communion au cœur de l'Afrique.

Sa femme et ses trois enfants viennent le rejoindre. A l'aéroport, ils se manquent et la petite famille arrive seule dans l'antre des lions.

Là commence une série d'aventures pour ces citadins de Chicago, qui voient dans ces dizaines de bêtes féroces des fauves, pourtant doux comme des agneaux. Mais

comment deviner qu'un seul lion est féroce ?

Au départ, le film impressionne. Imaginez quantité de fauves se promenant en toute liberté, entrant comme chez eux dans la maison, en sacquant tout sur leur passage... pour s'amuser, voulant jouer avec des hommes qui ne le savent pas. Même quand on aime les bêtes, cela finit par lasser, car les scènes se ressemblent toutes un peu. Et le film dure trop longtemps pour qu'on puisse rugir de plaisir.

Marie-Claude SOLAC

« Pavillons lointains »

Rien dans ce film ne justifie le détour. Ni l'intrigue qu'on croirait tirée d'un roman photo d'un autre âge, ni l'Inde de pure pacotille, ni même la mise en scène sans aucun relief. Quant aux quelques dizaines de

secondes consacrées à un panorama de l'Himalaya et à deux forteresses apparemment authentiques, un bon guide touristique ferait l'affaire...

C.C.

« Liste noire »

Trois jeunes braquent une banque. Pendant ce temps, un fourgon de transport de fonds est attaqué par des gangsters. Les trois paumés ont été utilisés par plus chevronnés qu'eux pour faire diversion. Ils veulent se venger. Deux d'entre eux y laissent la vie, dont une jeune fille, Nathalie.

La mère de celle-ci (interprétée par Annie Girardot) entre alors en scène. Une macabre poursuite commence, de

Pigalle à un château campagnard, en passant par un sombre dépôt de ferraille. Décidée à éliminer les assassins de sa fille, sa liste sanglante s'allonge...

Evoluant dans le monde des petits loubards de banlieue, la vengeance chevillée à l'âme, Annie Girardot réussit à les rattraper. Un film noir cousu de fil blanc.

R.C.

LES BLUES BROTHERS. de John Landis.

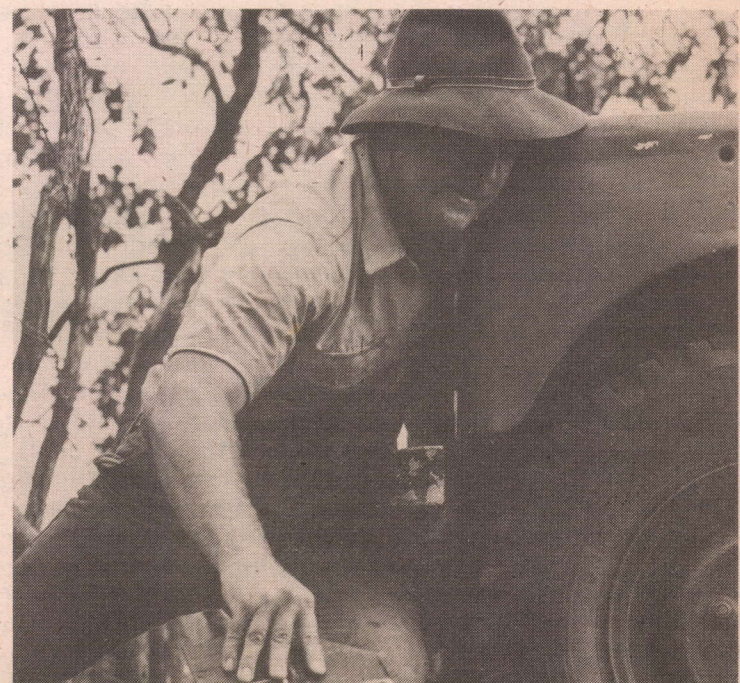
Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

UGC Danton 6^e (vo). UGC Marbeuf 8^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

Impérial 2^e. George V 8^e (vo).



Sélection

Samedi 8 septembre

20 h 35. A2. Spécial Colette Renard. Chanteuse qui interprète Irma la Douce.

21 h 25. FR3. Une opérette de Laurel et Hardy, La Bohémienne, dans la tradition burlesque et loufoque des deux comiques.

21 h 45. A2. Les enfants du rock : avec le groupe Echo and the Bunnymen.

22 h 35. TF1. Crime parfait, court métrage de la série « Hitchcock présente ».

Dimanche 9 septembre

17 h 10. A2. Madame Sourdis, téléfilm d'après la nouvelle d'Emile Zola. Nathalie Baye incarne une femme de la fin du XIX^e siècle, dont le mari atteint la gloire en signant des tableaux peints par elle-même.

20 h 35. TF1. Film : Le bon, la brute et le truand de Sergio Leone : un classique du western italien.

21 h 45. A2. Le village sur la colline. Chronique d'un village de Bourgogne, 4^e et dernier épisode, de 1943 à nos jours.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Une poule, un train... et quelques monstres, de Dino Risi. Film à sketches. La misère sexuelle dans la société italienne, traitée à l'humour noir.

Lundi 10 septembre

20 h 35. TF1. La clé sur la porte. Film d'Yves Boisset, d'après le roman de Marie Cardinal.

20 h 35. A2. La tragédie de Carmen. Le deuxième des trois films réalisés en 1983 par Peter Brook, sur ce thème, à partir des mises en scène réalisées au théâtre des Bouffes-du-Nord.

Mardi 11 septembre

20 h 35. TF1. L'équipe Couteau en Amazonie. Première partie d'une série de 6 consacrées à l'Amazonie. Images somptueuses garanties.

20 h 40. A2. Comment se débarrasser de son patron. Film américain de Colin Higgins avec Jane Fonda. Pour

venger avec humour les secrétaires brimées par un patron macho.

Mercredi 12 septembre

20 h 35. A2. Un homme va être assassiné. Téléfilm d'après un scénario et avec des dialogues de Gédéon, rédacteur en chef de Hara Kiri. Satire pas forcément bête ni méchante de la médiocrité de la vie quotidienne.

21 h 25. TF1. Le bébé est une personne. Série de trois émissions. Première partie : Voyage au centre de la mère. 22 h 20. FR3. Scènes de la vie conjugale. Série de 6 épisodes écrits et réalisés par Ingmar Bergman avec Bibi Andersson et Liv Ullmann. 1^{re} partie : Innocence et panique.

Jeudi 13 septembre

20 h 35. TF1. La terre et le moulin. Téléfilm en 3 parties. Scénario et dialogues Georges Coulon. Un roman d'amour à la campagne. L'amour des hommes et l'amour de la terre. Première partie.

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa : Hamsin, film israélien de Daniel Washman (1981) en vo sous-titrée, qui montre les conséquences tragiques de la politique d'expropriation et de ségrégation menée en Palestine par les autorités juives contre les Arabes. Le film sera suivi d'un débat avec le réalisateur.

Vendredi 14 septembre

20 h 35. A2. Meurtre avec préméditation. Téléfilm d'après une nouvelle de Witold Gombrowicz avec Michel Bouquet dans le rôle d'un juge d'instruction.

21 h 50. TF1. A cinquante ans elle découvrait la mer. Téléfilm d'après la pièce de Denise Chalem. Les souvenirs et les remords d'une femme après la mort de sa mère, mama juive exubérante et possessive, orgueilleuse et fragile.

23 h 05. A2. Ciné Club : L'enfance nue, de Maurice Pialat. Reportage romancé sur un enfant de l'Assistance Publique placé dans une famille. L'enfance perdue et les adultes impuissants.

EXPOSITION

De Kooning

à Beaubourg

Willem de Kooning est un peintre américain âgé aujourd'hui de 80 ans. De Kooning est né à Rotterdam, où il fut apprenti dans une entreprise de décoration en même temps qu'il suivait des cours du soir à l'Académie des Beaux Arts et des Techniques. Emigré aux Etats-Unis à l'âge de 22 ans, il fut d'abord peintre en bâtiment, peintre d'enseignes et décorateur de cabaret, avant de vivre entièrement de sa peinture.

L'exposition présente une vaste rétrospective de son œuvre, ainsi que quelques-uns de ses dessins et sculptures.

Les critiques d'art qualifient de Kooning d'« expressionniste abstrait ». Ses toiles comportent nombre de couleurs, avec un agencement bien déterminé. « Ce n'était que souffles, tourbillons, bourrasques de verts, de jaunes, de rouges, de roses. C'était comme une peinture en tempête, ou peut-être en fête », commente le Petit journal des enfants, en vente à l'exposition. Mais en même temps de Kooning n'a jamais considéré l'abstraction comme une fin en soi et, dans beaucoup de ses tableaux il exprime aussi une représentation, ou au moins une allusion à un sujet. Et son leit-motiv est la représentation de la femme. A propos de sa série de peintures Femmes de 1950-53, pourtant proche de l'abstraction, l'artiste déclarait que ces tableaux avaient « à voir avec la représentation de la femme à travers les âges, avec toutes ces idoles ».



Subjugué par les couleurs, on en vient à oublier le dessin, alors que le début de l'exposition nous avait révélé chez de Kooning le talent d'un dessinateur raffiné.

Enfin, quelques sculptures récentes soulignent quelques-unes des sensations déjà ressenties dans les peintures.

Une exposition intéressante, et qui peut aider à faire apprécier la peinture américaine du XX^e siècle.

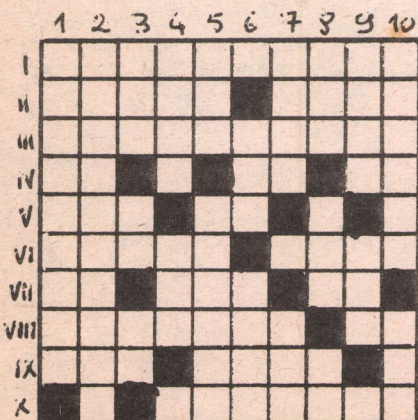
Jean SANDAY

De Kooning au Musée National d'Art Moderne du Centre Georges-Pompidou (5^e étage), entrée 14 F, jusqu'au 24 septembre.



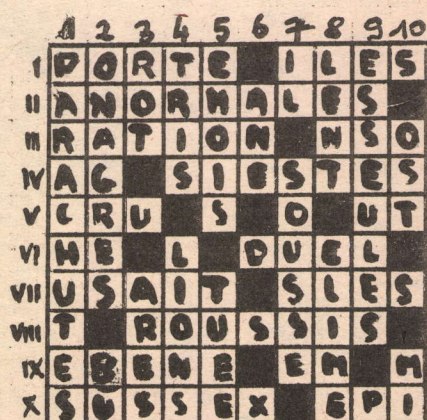
Mots croisés

Solution du problème précédent



HORIZONTALEMENT. — I. A casser ou à décrocher. Proie des rapaces et des requins. II. On peut le passer sous la toile. Goûte. III. Brillantes. IV. Phonétique : pas forcément sans foi. Largeur d'une toile. L'envers d'un dieu. V. Une rencontre qui ne peut que laisser sceptique. VI. Parfumas. Refaite. VII. Négation. User. En soie. Ouvrage recommencé. Réfléchi. IX. Se fia, à tort, à sa bonne étoile. Mal accentué. X. Remettent sur le tapis.

VERTICALEMENT. — 1. Ne reste pas en place. 2. Elle se répète. 3. Dehors ou plus dans le coup. Parfois tonique. En dehors. 4. Tu t'en sers dans le futur. 5. L'intervention de ce facteur est mortelle. 6. Union pour la séparation. Accueils souvent mal reçus. 7. Ses membres sont célèbres pour leur pas. En mouvement. 8. Rayée. Au début de la pêche. 9. Prive. Mieux vaut l'avoir dans l'assiette que dans la poche. 10. Pour elle, la saignée est conseillée. Une étoile y assure la matinée.



CHILI

La dixième « protesta »

Au lendemain de la première journée de la dixième « protesta », on décomptait au moins sept morts, des dizaines de blessés (dont de nombreux par balles), et des centaines d'arrestations. Suivant le mot d'ordre de l'Alliance Démocratique, qui regroupe la quasi-totalité des partis d'opposition, depuis les Chrétiens-Démocrates jusqu'au Parti Communiste, la protestation devait se dérouler sur deux jours. La nuit comprise entre ces deux jours, malgré le couvre-feu décrété par les autorités dans la capitale, Santiago, des barricades ont été érigées, des feux allumés. Et le lendemain, suivant les premières informations parvenues en France, peu d'autobus circulaient, des magasins étaient fermés et une partie de la population se serait abstenue d'aller travailler, suivant ainsi le mot d'ordre de rester chez soi qui avait été donné. La deuxième journée devait se conclure par un « concert de casseroles ».

Le Monde du 6 septembre disait, au lendemain de la première journée : « Sauf dans certains quartiers périphériques, les manifestations organisées par l'opposition ont rassemblé en général peu de monde. Trois cents personnes à peine sur la Place d'Armes de Santiago et quelques centaines dans les autres villes du Chili ». Et d'ajouter plus loin : « Certes, les dirigeants politiques étaient présents mardi sur la Place d'Armes. Mais ils sont arrivés séparément. Etalant au grand jour leurs divisions (...) et nombre d'entre eux ont déguerpi dès que sont apparus les carabiniers ». Un leader de la Démocratie Chrétienne, Andrés Baldovino, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Eduardo Frei, n'en a pas moins été arrêté... mais a

rapidement été libéré sur ordre du ministre de l'Intérieur, « au nom de la bonne entente entre Chiliens », rapporte le journal Le Matin du 6 septembre.

Qu'est-ce qu'il en a été du bilan réel de la participation à ces journées ? Il est encore trop tôt pour en tirer ici un compte précis. Ce qui est certain, c'est que le régime de Pinochet a répondu une fois de plus par la répression, et que cette dixième « protesta » va ajouter ses morts à la centaine des précédentes, que les prisons vont se refermer sur des centaines d'autres opposants, parmi lesquels une majorité de travailleurs et de pauvres, de ceux qui, depuis que les manifestations contre Pinochet ont commencé, en mai 1983, participent le plus activement et payent le plus lourd tribut à la

lutte contre la dictature.

Il est certain qu'un régime comme celui du Chili actuel — établi sur l'anéantissement de milliers de militants des partis de gauche — qui, à l'aide de l'appareil militaire et avec les applaudissements d'une bonne partie de la petite bourgeoisie, avait, onze ans auparavant, baillonné la classe ouvrière et mis une chape de plomb sur toutes les libertés dans le pays, ne peut disparaître de la scène sans une lutte sanglante et sans sacrifices de la part de la population. Les partis d'opposition de l'Alliance Démocratique se donnent pour objectif le départ de Pinochet et le rétablissement des libertés démocratiques par la multiplication des « protestas », escomptant que Pinochet, par l'effet conjugué de l'expression du mécontentement intérieur et du désaveu extérieur de l'opinion publique, se décide à quitter la scène. Il est vrai que la dictature de son voisin, l'Argentine, s'est conclue récemment par le rétablissement d'un régime civil, l'élection d'Alfonsín et le retrait de l'armée du devant de la scène. Mais ceci après la défaite subie lors de l'épisode des Malouines.

Rien ne permet de dire qu'un scénario identique se reproduise automatiquement au Chili. En tout cas, Pinochet



campe sur ses positions. Et s'il n'est pas exclu que l'armée puisse avoir eu envie de changer de général à la tête de l'Etat pour donner le change, si cela se faisait, cela ne se traduirait pas forcément par quelque changement que ce soit dans sa dictature. Car c'est appuyé sur l'armée et sur tout l'appareil de répression que le régime de Pinochet tient. Et même si aujourd'hui il semble ne plus avoir l'approbation de la petite bourgeoisie, il peut se maintenir sans celle-ci pendant longtemps.

L'impopularité dans toutes les couches de la population peut handicaper toute dictature militaire. Mais sa base, son fondement, c'est avant tout l'appareil d'Etat, la police et l'armée.

Or, l'Alliance Démocratique, quand bien même elle comprend des partis se réclamant

du communisme, n'a nullement pour but de détruire cet appareil, bien au contraire. Ce que veulent ces politiciens, c'est seulement amener la police et l'armée à se débarrasser du dictateur et à les accepter eux. Mais du coup, c'est finalement à cette police et à cette armée qu'ils laissent le soin de décider de l'avenir, du maintien de la dictature ou d'un retour à la démocratie.

Les hommes de l'Alliance Démocratique veulent bien d'un retour à la démocratie leur permettant un autre mode d'existence, ils ne veulent surtout pas que cela puisse ouvrir la porte à une révolution sociale. C'est pourquoi, même s'ils ne sont pas avares de l'héroïsme des travailleurs et des pauvres contre Pinochet, ils ne sont pas les défenseurs de leurs intérêts.

Louis GUILBERT

AFRIQUE DU SUD

Emeute dans les ghettos de Johannesburg

Vingt-neuf morts, quarante blessés : tel est le bilan officiel des émeutes qui ont eu lieu lundi 3 et mardi 4 septembre à Sharpeville, ghetto noir de Johannesburg. En fait, le quotidien sud-africain Rand Daily Mail annonce déjà que 232 blessés ont été recensés dans les hôpitaux et les cliniques.

Le point de départ des émeutes a été l'annonce, dimanche soir, d'une nouvelle hausse des loyers et des tarifs de l'électricité. Dès que cette nouvelle a été connue, des manifestants noirs sont descendus dans les rues, ont lapidé les voitures, incendié des résidences et des magasins. L'émeute, extrêmement violente, a gagné les autres cités-ghettos de Johannesburg. Les cibles des émeutiers : tout ce qui représente le pouvoir blanc, mais aussi les Noirs qui collaborent avec ce pouvoir, comme ces élus locaux qui ont accepté de jouer le jeu du gouvernement. C'est ainsi que, d'après la presse sud-africaine reprise par Le Monde, le président noir du conseil municipal de Lekoa, contrôlant plusieurs cités, a été tué par des manifestants. Le maire-adjoint de Sharpeville a été également retrouvé le crâne fracassé auprès du corps de deux

adolescents qu'il venait sans doute de tuer (d'après le Times).

Le gouvernement a répliqué en envoyant sa police, ses blindés et même l'armée pour rétablir l'ordre. Mais si le calme semble revenu, les habitants de ces cités ne sont pas retournés travailler ; les écoles sont fermées, des écoles qui d'ailleurs ne fonctionnaient plus normalement depuis plusieurs semaines, les écoliers noirs faisant grève pour obtenir l'élection de leurs représentants et la suppression des châtiments corporels.

C'est l'émeute la plus importante depuis celle de Soweto en 1976 et, comme à Soweto, le problème social a très vite débouché sur une contestation politique d'ensemble et sur l'affrontement des Noirs à un système qui les exclut.

Car le gouvernement sud-africain n'a rien d'autre à leur apporter que la misère et la répression. Il a fait semblant de vouloir donner une représentation nationale aux Métis et aux Indiens, et cette comédie de « libéralisation » a été sanctionnée par le boycott qu'elle méritait (70 % à 80 % d'abstentions). Aux Noirs, qui représentent 75 % de la population et à qui ne revient que le quart



3 septembre : révolte dans les ghettos noirs d'Afrique du Sud.

du produit national brut, le pouvoir ne donne que le droit de se taire.

Il en résulte que chaque ghetto est une poudrière et que tout incident peut servir de détonateur. Sharpeville a déjà connu des émeutes en 1960, quand la police avait tiré sur des manifestants venus protester contre l'obligation du « pass » (passeport intérieur). Soweto, en 1976, est resté célèbre pour la détermination et la jeunesse des manifestants, mais aussi pour la répression féroce qui fit plus de 600 morts.

Aujourd'hui, l'explosion de la cité noire de Sharpeville, après le boycott des élections par les Indiens et les Métis, ridiculise les dérisoires propositions de réformes du régime de l'Apartheid. S'il est bien un régime, en effet, dont on ne peut espérer aucun changement réel par des réformes, c'est bien celui-là.

Pour le briser et le renverser, il faudra certainement encore bien davantage d'efforts d'organisation, de luttes et de sacrifices conscients de la part des oppri-

més d'Afrique du Sud. Mais les émeutes et les accès de violence spontanée, qui se multiplient et font trembler non seulement les Blancs mais le régime, montrent clairement que les deux choses nécessaires pour le mettre à bas un jour sont bien là : non seulement la puissance potentielle de ces opprimés sur qui toute la société sud-africaine et ses richesses reposent, mais aussi une haine farouche qui engendre une volonté non moins farouche de l'abattre.

Sylvie MARECHAL